

УДК 811.133.1
ББК 81.2Фр
Ф 84

Авторы-составители: Т. В. Ларченко, преподаватель;
А. Г. Кравченко, ст. преподаватель

Рецензенты: Л. Н. Ковальчук, преподаватель кафедры
белорусского и иностранных языков Гомельского
государственного технического университета
им. П. О. Сухого;
Е. В. Кабешева, ст. преподаватель кафедры
иностранных языков Белорусского торгово-
экономического университета потребительской
кооперации

Рекомендовано к изданию научно-методическим советом учреждения образования «Белорусский торгово-экономический университет потребительской кооперации». Протокол № 5 от 8 июня 2010 г.

Французский язык : пособие по развитию навыков чтения и устной речи по теме «Европейский Союз» для студентов экономических специальностей / авт.-сост. : Т. В. Ларченко, А. Г. Кравченко. – Гомель : учреждение образования «Белорусский торгово-экономический университет потребительской кооперации», 2011. – 52 с.
ISBN 978-985-461-872-2

УДК 811.133.1
ББК 81.2Фр

ISBN 978-985-461-872-2

© Учреждение образования «Белорусский торгово-экономический университет потребительской кооперации», 2011

ПОЯСНИТЕЛЬНАЯ ЗАПИСКА

Данное пособие предназначено для студентов экономических специальностей дневной и заочной форм получения высшего образования, а также для аспирантов, соискателей, которые владеют грамматическим и лексическим минимумом, для дальнейшего усовершенствования профессиональных языковых знаний по французскому языку.

Целью пособия является развитие навыков чтения, понимания и перевода оригинальной литературы по специальности для извлечения необходимой информации, а также развития познавательного интереса, творческой и мыслительной активности студентов.

Пособие включает 6 тематических разделов:

- Les Etats-membres de l'Union Européenne.
- Histoire et évolutions.
- Institutions et politiques.
- Economie.
- Politique extérieure.
- Politique sociale.

Все учебные материалы подобраны из оригинальных французских источников и могут использоваться в качестве дополнительной литературы при подготовке к занятиям по профилирующим дисциплинам.

Пособие составлено с учетом требований преемственности обучения, скоординировано с учебными планами по специальным дисциплинам и способствует общему развитию обучающихся. Данное пособие может быть рекомендовано к использованию как для аудиторной работы студентов под руководством преподавателя, так и для их самостоятельной работы.

PROLOGUE

Noëlle Lenoir, ministre déléguée aux Affaires européennes :

L'Europe, un idéal commun

Avec cet élargissement, l'Europe entre dans une ère nouvelle, celle d'une unité retrouvée. Mais cette perspective nous impose aussi – et c'est une chance – de relever quatre grands défis.

D'abord, *le défi institutionnel* : la capacité de décision de l'Union ne doit pas seulement être préservée, elle doit être accrue. Nous ne pouvons pas décider effacement à vingt-sept comme nous le faisons à quinze. Doter l'Europe élargie de nouvelles règles qui permettent aux Etats membres de mener ensemble des projets à la fois concrets et ambitieux au service des citoyens européens, voilà tout l'enjeu du projet de constitution européenne qui est actuellement en discussion.

Je souhaite que puisse être rapidement présenté aux peuples de l'Union un tel texte constitutionnel, complet, agréé par tous les gouvernements. Un Président stable du Conseil, une Commission forte, capable de représenter de défendre l'intérêt général européen, un ministre européen des Affaires étrangères, un Parlement européen en phase avec l'opinion, l'extension du champ des décisions prises à la majorité qualifiée, tels sont les principaux éléments qui devraient consolider l'architecture de l'Europe et lui donner le ressort nécessaire.

La deuxième exigence est d'ordres économique et financier : pour que l'élargissement de l'Union européenne réussisse, il faut éviter que ne se crée en son sein un fossé entre un Ouest riche et un Est moins développé. Telle est bien d'ailleurs la vocation initiale de l'Europe : la solidarité, qui doit nous conduire aujourd'hui à organiser le « rattrapage économique » des pays adhérents et des pays candidats. Certes, ce processus est déjà largement engagé, grâce à l'effort de solidarité de l'Europe occidentale et aux investissements des acteurs économiques privés, mais il doit être poursuivi. Voilà bien l'un des principaux enjeux de la négociation du financement de l'Union pour la période 2007–2013 : renforcer la cohésion économique et sociale de l'ensemble de l'Europe, dans l'intérêt même de tous ses membres, tout en maîtrisant la charge induite pour les contribuables européens.

Troisième impératif : développer une culture commune en matière de diplomatie et de politique de défense. Nous le savons : l'Europe offre un modèle unique de démocratie et de progrès, elle est porteuse de valeurs au-delà de ses frontières. En contribuant à la paix, à la stabilité et à la justice dans le monde, elle doit s'affirmer comme un véritable pôle d'influence et de prospérité.

La politique étrangère et de sécurité commune jouent déjà un rôle considérable dans plusieurs régions du monde et dans de nombreux domaines : elle est l'artisan de la stabilisation des Balkans, elle est active au Proche-Orient, elle a fortement soutenu la création et la mise en place de la Cour pénale internationale. Ces acquis sont précieux ; ils doivent nous permettre d'aller plus loin : une stratégie européenne de sécurité est en cours d'élaboration ; nous réfléchissons ensemble à l'établissement de partenariats étroits avec nos « nouveaux voisins » de l'Est et du Sud ; de nouvelles propositions sont faites pour renforcer la défense européenne, outil indispensable d'une politique étrangère forte, respectée et autonome.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, il nous faut rénover et amplifier les efforts faits pour rapprocher les peuples : trop longtemps séparées par le rideau de fer, nos sociétés de l'Est et de l'Ouest ne se connaissent pas suffisamment. Impliquer les sociétés civiles par le développement de jumelages entre collectivités locales est une piste prometteuse. Mais je souhaite également la création d'un véritable espace éducatif en Europe, permettant aux jeunes d'enrichir leurs savoirs de la diversité des cultures européennes.

J'ai confiance : nous saurons relever ensemble ces différents défis. Déjà, l'Europe affirme, comme jamais elle ne l'a fait depuis sa création il y a un demi-siècle, ses valeurs de liberté, de respect du droit, de justice et de tolérance. Il faut qu'elle soit une voix écoutée dans le monde. L'élargissement de l'Union européenne, en faveur duquel la France continue d'être pleinement engagée, fera naître, j'en suis sûre, l'enthousiasme européen et donnera un nouvel élan à notre idéal commun.

Information de plus

L'Union européenne est une association *sui generis* de vingt-sept Etats indépendants qui ont, par un traité, délégué l'exercice de certaines compétences à des organes communs destinés à coordonner leur politique dans un certain nombre de domaines, sans constituer cependant un nouvel Etat superposé aux Etats membre. L'UE est une association d'Etats qui a pour principe de respecter la souveraineté internationale de ses membres, au regard du droit international, son statut résulte d'un traité qui ne peut être modifié que par l'accord unanime de tous ses signataires.

En tant que Communauté européenne, elle disposait de la personnalité juridique qu'aura également l'Union. Néanmoins, elle dispose de compétences propres (politique agricole commune, pêche, etc) ainsi que partagées avec ses Etats membres. Il s'agit d'une organisation qui combine, suivant les domaines d'actions, le niveau supranational et le niveau insti-

tutionnel, sur un champs géographique restreint avec un rôle politique propre et un pouvoir de contrainte sur ses membres plus importants.

L'UE représente 30,42% du produit brut mondial en 2008, c'est-à-dire 18 285 milliards USD, ce qui en fait la première puissance économique de la planète. Au sein de cet ensemble aux compétences partagées, seize de ses pays membres ont renforcé leur coopération au sein d'une union économique et monétaire, la zone euro, dotée d'une monnaie unique, l'euro.

PARTIE 1. ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE

1.1. Symboles

Le drapeau européen, un cercle de douze étoiles d'or sur fond bleu. Les étoiles représentent les peuples d'Europe et forment un cercle en signe d'union. Elles sont en nombre invariable de douze, symbole de la perfection et de la plénitude dans la tradition grecque antique, et non, comme on pourrait le croire, les douze pays qui faisaient alors partie de la CEE, de 1956 à 1959. Le drapeau a été adopté le 8 novembre 1955 par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, exprimant le souhait de voir les autres organisations européennes adopter ce même symbole. Le Parlement européen en prend l'initiative lors d'une proposition de résolution en 1979, à la suite des premières élections du Parlement au suffrage universel direct, alors qu'il siégeait dans des bâtiments du Conseil de l'Europe à Strasbourg où flottait déjà ledit drapeau européen. Cette résolution est adoptée en 1983, confirmée par le Conseil des ministres en juin 1985 et mise en application en 1986, dans toutes les institutions communautaires.

De plus, le bleu est la couleur de Marie, et le douze est un nombre très présent dans la Bible.

Arsène Heitz, le dessinateur du drapeau, revendiqua plus tard le drapeau comme étant effectivement une référence à la Vierge Marie, même si ce sens n'avait pas été évoqué ouvertement avant l'adoption du projet. Pour coïncider, l'adoption eut lieu un 8 décembre, jour de la Fête de l'Immaculée Conception. Cette symbolique n'a pas forcément échappé aux fondateurs de l'Europe, certains étant très chrétiens : Robert Schuman a un procès en béatification en cours.

L'hymne européen : l'Ode à la joie, mélodie tirée de la 9^e symphonie de Ludwig van Beethoven (1823), dont un arrangement de Herbert von Karajan a été retenu par le Conseil de l'Europe comme hymne européen officiel en 1972.

Le 9 mai, la journée de l'Europe, qui commémore la déclaration Schuman, le 9 mai 1950, considérée comme l'acte de naissance de la construction européenne.

La Devise de l'Union européenne *In varietate concordia* (expression latine signifiant «Unie dans la diversité») proclamée devise officielle le 4 mai 2000 par le Parlement européen (ne serait devenue la devise européenne que si le traité de Rome de 2004 avait été ratifié). Elle a été choisie par un regroupement de jeunes européens.

Les données sur l'adhésion des pays à l'Union européenne sont représentées ci-dessous (voir le tableau 1).

Tableau 1 – Adhésion des pays à l'Union européenne

Année d'adhésion	Pays	Capitale
1957	Allemagne	Berlin
	Belgique	Bruxelles
	France	Paris
	Italie	Rome
	Luxembourg	Luxembourg
	Pays-Bas	Amsterdam
1973	Danemark	Copenhague
	Irlande	Dublin
	Royaume-Uni	Londres
1981	Grèce	Athènes
1986	Espagne	Madrid
	Portugal	Lisbonne
1995	Autriche	Vienne
	Finlande	Helsinki
	Suède	Stockholm
2004	Chypre	Nicosie
	Estonie	Tallinn
	Hongrie	Budapest
	Lettonie	Riga
	Lituanie	Vilnius
	Malte	La Valette
	Pologne	Varsovie
	République tchèque	Prague
2007	Slovaquie	Bratislava
	Slovénie	Ljubljana
	Bulgarie	Sofia
	Roumanie	Bucarest

La plupart des territoires de l'Union européenne se trouvent sur le continent européenne. En raison de son passé colonial, l'Europe possède aussi un certain nombre de territoires extra-européens sur tous les continents du globe, à part l'Asie.

Au début des années 1990, la Commission européenne proposa dans ses rapports « Europe 2000 et Europe 2000 + une régionalisation relative aux dynamiques transnationales et rapprochements transfrontaliers au sein des pays membres ». Huit ensembles se détachaient alors :

Aire des capitales (nord de la mégalopole européenne de Londres au sud de l'Allemagne en passant par le bassin parisien, la Belgique, le sud des Pays-Bas) ;

- arc alpin ;
- arc atlantique ;
- arc méditerranéen ;
- diagonale continentale ;
- mer du Nord ;
- nouveaux *Länder* allemands ;
- régions ultrapériphériques.

Compte tenu des élargissements de 1995 et 2004, cette régionalisation nécessite une actualisation en y ajoutant notamment l'Espace baltique, en considérant l'Europe centrale et orientale.

1.2. Régions ultrapériphériques

Régions ultrapériphériques de l'Union européenne et régions à statut spécifique dans l'UE.

Il y a sept régions ultrapériphériques (RUP) :

- Pour l'Espagne : les Canaries dans l'ouest de l'océan Atlantique Nord, au large de l'Afrique.

- Pour le Portugal : les deux régions autonomes des Açores et de Madère dans l'ouest de l'océan Atlantique Nord (mais éloignés de l'Europe et plus proches du territoire africain).

- Pour la France : les quatre départements d'outre-mer, c'est-à-dire, dans la zone Caraïbe, la Guyane ainsi que (parmi les Antilles françaises) la Guadeloupe et la Martinique, et dans l'océan Indien, la Réunion ; en 2011, Mayotte deviendra la huitième RUP en devenant le cinquième département d'outre-mer.

Trois collectivités d'outre-mer françaises, font l'objet d'un statut spécifique dans leurs relations avec l'Union européenne :

- dans l'océan Atlantique Nord : la collectivité de saint-Pierre-et-Miquelon ;
- dans les Antilles françaises : les collectivités de Saint-Martin (partie

française) et de Saint-Barthélemy (auparavant administrées par la Guadeloupe, mais devenues des collectivités d'outre-mer séparées).

Une région à statut dérogatoire dans la mer Baltique : pour la Finlande, les îles Åland, bien que situées en continuité avec les zones économiques exclusives de la Suède et de la Finlande, toutes deux membres de l'Union.

Les territoires espagnols en Afrique : depuis 1995 l'Espagne a accordé un statut d'autonomie à ses possessions (comme l'ont été aussi les régions autonomes qui constituent le territoire espagnol) qui font partie de l'Union depuis l'adhésion du pays (1986) mais le traité ne fait pas encore référence à ce changement de statut sur la rive sud de la Méditerranée : les cités autonomes de Ceuta et Melilla et autres zones de souveraineté espagnole en Afrique.

D'autres régions à statuts spécifiques sur l'île de Chypre en Méditerranée :

- pour le Royaume-Uni : les bas de souveraineté britanniques d'Akrotiri et Dhekelia, où le droit européen peut s'appliquer aux résidents britanniques et ceux de nationalité chypriote) ;

- pour la République de Chypre : la région nord de l'île, administrée de facto par un Etat autonome (autoproclamé République turque de Chypre) mais non reconnue internationalement en tant qu'Etat souverain, fait théoriquement partie aussi de l'Union en tant que partie de la République de Chypre (et dont les résidents sont aussi électeurs européens), mais le droit national chypriote ne peut s'y appliquer (et par conséquent le droit européen non plus, qui ne peut y être totalement intégré), la réunification de l'île n'ayant pu avoir lieu avant l'adhésion de Chypre à l'Union.

Les zones tampons sous mandat international de l'ONU (en bordure des deux régions nord et sud, et des deux zones de souveraineté britannique) échappent aussi partiellement au droit communautaire, bien que le droit de la République de Chypre y soit observé pour les résidents de nationalité chypriote.

1.3. Territoires autonomes

Territoires autonomes ou à statut spécial hors de l'Union européenne, dépendants des pays de l'UE :

- en Amérique du Nord, dans l'océan Pacifique Nord : l'île Clipperton, une possession en outre-mer de souveraineté française mais sans population permanente ;

- dans l'océan Atlantique Nord : le Groenland, un territoire autonome

de souveraineté danoise ; le territoire d'outre-mer des Bermudes, de souveraineté britannique ;

- dans les Caraïbes : les actuels Etats en outre-mer de la Couronne néerlandaise, c'est-à-dire l'Etat des Antilles néerlandaises (qui comprend la partie néerlandaise de Saint-Maarten et les îles de Bonaire, Curaçao, Saba et Saint-Eustache, un Etat unique en cours de scission, et d'intégration partielle au sein de l'Etat des Pays-Bas, et dont le changement de statut est déjà amorcé) et l'Etat d'Aruba ; les territoires d'outre-mer de souveraineté britannique dans les Antilles (Anguilla, les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans, Montserrat, les îles Turques et Caïques) ;

- en Amérique du Sud : dans l'océan Atlantique Sud, les îles Falkland (Malouines), la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, deux territoires d'outre-mer de souveraineté britannique ;

- en Europe : les îles Féroé, de souveraineté danoise ; les possessions de la Couronne britannique (librement associées au Royaume-Uni, mais indépendants de ce dernier et souverains) de l'île de Man et des anciennes îles anglo-normandes (le bailliage des Etats de Jersey, et le bailliage de Guernesey et ses dépendances) ;

- en Asie : le Territoire britannique de l'océan Indien, un territoire d'outre-mer de souveraineté britannique (y compris l'île de Diego Garcia, concédée de façon non perpétuelle aux Etats-Unis qui y ont établi une base militaire) ;

- en Afrique : dans l'océan Atlantique Sud : l'île de Sainte-Hélène (ainsi que sa dépendance de l'île de l'Ascension) et l'archipel Tristan da Cunha, deux territoires d'outre-mer de souveraineté britannique ;

- dans l'océan Indien Ouest : les îles Eparses (un des districts des TAAF, composé de possessions en outre-mer de souveraineté française mais sans population permanente) ;

- en Océanie : dans l'océan Indien Sud : les îles Kerguelen, les îles Saint-Paul-et-Amsterdam et les îles Crozet (plusieurs districts des TAAF, possessions en outre-mer de souveraineté française) ;

- dans l'océan Pacifique Sud : Wallis-et-Futuna et la Polynésie française (les deux collectivités d'outre-mer françaises du Pacifique), ainsi que la Nouvelle Calédonie, un territoire de souveraineté française à statut spécifique transitoire ; Pitcairn, un territoire d'outre-mer de souveraineté britannique ;

- en Antarctique : la Terre Adélie (un des districts des TAAF, une possession en outre-mer de souveraineté française mais non reconnue internationalement), les souverainetés contestées de ces deux territoires étant gelées et remplacées par une administration sous contrôle international selon le traité de l'Antarctique.

1.4. Principales villes

Les métropoles de Londres et de Paris constituent les deux seules aires urbaines de plus de 10 millions d'habitants. Viennent ensuite les aires de Milan et de Madrid et puis dix-neuf aires urbaines dont la population est comprise entre 2 et 5 millions d'habitants (voir le tableau 2 ci-dessous).

Tableau 2 – Principales villes

Les aires urbaines de l'UE de plus de 2 millions d'habitants	Aire urbaine (population)	Ville seule (population)
Paris (France)	11 667 000	2 183 500
Londres (R-U)	10 577 000	7 683 316
Milan (Italie)	7 320 000	1 324 927
Madrid (Espagne)	6 098 000	3 119 376
Barcelone (Espagne)	4 853 000	1 641 281
<i>Aire urbaine de Liverpool-Manchester :</i>	4 209 000	
Liverpool (R-U)		454 654
Manchester (R-U)		396 309
Berlin (Allemagne)	4 026 000	3 418 983
Naples (Italie)	3 833 000	959 303
Athènes (Grèce)	3 799 000	752 573
Rome (Italie)	3 776 000	2 491 807
Katowice (Pologne)	3 384 370	309 621
Varsovie (Pologne)	3 370 000	1 709 781
Hambourg (Allemagne)	3 280 000	1 773 537
Birmingham (R-U)	3 250 000	945 747
Amsterdam (Pays-Bas)	2 310 000	755 207
Lisbonne (Portugal)	2 800 000	482 678
Bucarest (Roumanie)	2 600 000	1 920 121
Budapest (Hongrie)	2 500 000	1 656 358
<i>Aire urbaine de Copenhague-Malmö :</i>	2 379 000	
Copenhague (Danemark)		1 081 788
Malmö (Suède)		263 797
Stuttgart (Allemagne)	2 344 000	596 337
Munich (Allemagne)	2 325 000	1 360 717
Bruxelles (Belgique)	2 129 000	1 050 143
Vienne (Autriche)	2 082 000	1 690 103

PARTIE 2. HISTOIRE ET EVOLUTIONS

2.1. Union de l'Europe occidentale et Communauté européenne du charbon et de l'acier

Union de l'Europe occidentale et Communauté européenne du charbon et de l'acier de 1951.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe cherche un moyen de consolider la paix. La France, le Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) et le Royaume-Uni signent le 17 mars 1948 le Traité de Bruxelles qui prévoit une Union occidentale, instituant une collaboration en matière économique, sociale, culturelle, et de défense collective.

Ce traité fut concurrencé dès l'année suivante par la création de l'OTAN. Dans le même temps, le principe d'une Europe unie a été posé, en particulier sous l'impulsion de la France de l'Allemagne de l'Ouest, même si le discours du Britannique Winston Churchill à Zurich a été déterminant ainsi que le rôle des pays du Benelux et de l'Italie. L'Europe cherchait alors un modèle d'intégration qui la permettrait à jamais à l'abri d'une nouvelle guerre. L'idée a été concrétisée par Robert Schuman, ministre français des affaires étrangères, dans son discours du 9 mai 1950 appelant à mettre le charbon et l'acier sous une Haute Autorité commune de la France et de l'Allemagne Fédérale. Le choix de ses deux secteurs économiques vise à établir une garantie de paix : l'industrie sidérurgique est hautement stratégique, puisque étroitement liée à l'industrie de l'armement et, dépendant de ses ressources.

Le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) fut signé le 18 avril 1951 à Paris. Les six pays fondateurs de ce traité (France, République fédérale d'Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Italie) s'entendirent pour y favoriser les échanges de matières premières nécessaires à la sidérurgie pour accélérer la dynamique économique après la guerre, afin de doter l'Europe d'une capacité de production autonome. Ce traité est l'acte fondateur visant au rapprochement entre les vainqueurs et les vaincus européens, au sein d'une Europe qui à terme prendrait son destin en main, indépendamment des influences extérieures alors considérables des Etats-Unis, *via* son plan Marshall, et ce en dépit de la tentative de concertation de cette aide américaine au sein de l'OECE.

Ce traité a expiré le 23 juillet 2002, devenu obsolète après la fusion des organes exécutifs et législatifs au sein de la Communauté européenne qui a acquis la personnalité juridique, et le traité unique. Le 23 octobre 1954 à Paris l'Allemagne et l'Italie intègrent l'Union de l'Europe occidentale, prévue par le Traité de Bruxelles.

2.2. La Communauté européenne de défense (CED)

Le 27 mai 1952 est signé à Paris un Traité instituant la Communauté européenne de défense (CED) permettant le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest dans le cadre d'une armée européenne ; ce réarmement était justifié par le contexte de la Guerre froide. Alors que les cinq autres pays de la CECA avaient ratifié le Traité, le 30 août 1954, le Parlement français a rejeté la ratification, à cause de l'opposition conjointe des gaullistes et des communistes qui refusaient une armée supranationale. L'ancien Traité d'alliance de Bruxelles de 1948 est alors modifié en 1954 pour créer l'Union de l'Europe occidentale (EUO) qui sera, jusqu'au traité d'Amsterdam, la seule organisation uniquement européenne à s'occuper de défense et de sécurité.

Bien que renforçant l'ancien traité d'alliance, l'EUO restera une entité symbolique sans pouvoir ni coopération réelle face à la puissance de l'OTAN surtout lors de la Guerre froide et le durcissement du régime soviétique. Son principal rôle restera toutefois lié au développement des forces nucléaires autonomes françaises et britanniques (notamment après l'affaire du Canal de Suez et lors des conflits de décolonisation des deux anciennes puissances coloniales), en assurant la neutralité des autres pays européens dans ces conflits et en évitant de laisser la défense de l'Europe occidentale au seul contrôle américain dans l'OTAN.

2.3. Communauté économique européenne (1957–1993)

Le traité de Rome, signé le 25 mars 1957 : les « six » pays décident d'aller plus loin dans la coopération. Les domaines économiques, mais aussi politiques et sociaux, sont concernés. Le but est d'aboutir économiquement à un « Marché commun » permettant la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux. La Communauté économique européenne (CEE) est l'entité internationale, de type supranational, instituée par le traité de Rome, et se dote d'une capacité autonome de financement, indépendante du plan Marshall concerté dans l'OECE.

La traité de fusion des exécutifs est signé à Bruxelles en 1965 et fusionne les exécutifs (par la création de la Commission européenne et du Conseil européen) des trois communautés européennes (CECA, CEE et Euratom), alors que ces communautés disposent déjà d'institutions communes en matière de justice.

L'Acte unique européen est signé à Luxembourg le 17 février 1986 par neuf Etats membres, suivis par le Danemark (suite au résultat positif d'un référendum), l'Italie et la Grèce le 28 février 1986. Entré en application le 1^{er} juillet 1987, il avait pour but de redynamiser la

construction européenne en fixant l'achèvement du marché intérieur en 1993, permettant la libre circulation également des capitaux et des services. Par ce traité, les compétences communautaires sont élargies aux domaines de la recherche, du développement technologique, de l'environnement et de la politique sociale. L'Acte unique consacre aussi l'existence du Conseil européen, réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement. Il décide de renforcer les pouvoirs du Parlement européen au moyen de la « procédure de coopération ».

Ce traité amorce une démarche commune en matière de politique étrangère ainsi qu'une coopération en matière de sécurité sans qu'il soit porté atteinte ni à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ni à l'OTAN. L'UEO trouvera un rôle limité dans le règlement de la paix en Europe.

2.4. Un projet devient réalité

L'innovation majeure de l'Acte unique européen a consisté à introduire le vote à la majorité, en lieu et place de l'unanimité prévue par la plupart des textes législatifs contenus dans le livre blanc. La mise en œuvre de l'Acte a permis d'écourter considérablement la procédure d'approbation des directives par le Conseil des ministres : de plusieurs années, on est passé, dans la plupart des cas, à quelques mois.

Les négociations concernant l'Acte unique européen ont débuté en juin 1985, pour prendre fin au terme de la même année. Toutefois, l'Acte unique européen n'a pu prendre effet qu'en juillet 1987, après qu'il a été ratifié par tous les Etats membres.

S'il est vrai que c'est à la Commission que l'on doit d'avoir pris l'initiative concrète de lancer l'objectif 1992, l'élan est aussi venu de deux autres camps. D'une part, le secteur des affaires et de l'industrie voulait le marché unique, parce que le cloisonnement des marchés et les contrôles aux frontières lui coûtaient trop cher. Les entreprises européennes s'estimaient lésées par rapport à leurs concurrents américains et japonais, qui pouvaient se servir de leur grand marché intérieur comme tremplin pour conquérir les marchés mondiaux.

D'autre part, le Parlement européen a également donné une impulsion au projet. Les parlementaires européens œuvrent depuis longtemps pour que la Communauté soit plus proche de ses citoyens et leur soit plus utile. Quelle impression la Communauté devait-elle faire sur le citoyen ordinaire des lors qu'il devait toujours faire la queue dans sa voiture aux frontières, comme avant 1958 ? Aussi les dirigeants d'entreprises et les parlementaires européens ont-ils apporté un soutien immédiat et durable à l'initiative du marché unique.

Le Livre blanc a identifié tous les obstacles matériels, techniques et fiscaux qui justifiaient encore le maintien des contrôles aux frontières entre les Etats membres. Il a alors fixé un calendrier de sept ans, au cours duquel ces obstacles devaient être éliminés, les uns après les autres. A mi-chemin, en 1988, il apparaissait déjà clairement que la Communauté serait à même de respecter le terme de 1992. Un premier train de directives avait été approuvé et quelques unes étaient déjà appliquées. Vers la fin de 1992, la structure réglementaire de base du marché unique était en place.

2.5. Basculement vers l'Union européenne et grands élargissements (1993–2004)

Le traité de Maastricht est signé le 7 février 1992 et entre en vigueur le 1^{er} novembre 1993. L'Union européenne prit la suite du Marché commun et de la Communauté économique européenne, devenue Communauté européenne (CE) en fusionnant la CEEA qui expirait en 2002. Il marque une nouvelle étape dans le processus d'union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe. A présent, la politique européenne repose sur trois piliers :

- 1^{er} pilier : les communautés (principalement la CE ou Marché commun, et Euratom) ;
- 2^e pilier : la coopération en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC), voire de défense commune (PESCD) ;
- 3^e pilier : la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

Le traité de Maastricht crée la citoyenneté européenne et permet de circuler et de résider librement dans les pays de la Communauté, la droit de voter et d'être élu dans l'Etat où l'on réside pour les élections européennes et municipales.

Il est décidé de créer « une monnaie unique sous l'égide d'une Banque centrale européenne ». Ce sera l'euro.

Les compétences de la Communauté sont étendues, selon le principe de subsidiarité et suppléance, à de nouveaux domaines : éducation, formation professionnelle, culture, santé publique, protection des consommateurs, réseaux transeuropéens et transport, politique industrielle, services (eau, énergie) et environnement.

Le traité d'Amsterdam est signé le 2 octobre 1997 et entre en vigueur le 1^{er} mai 1999. Reposant sur les trois piliers de Maastricht, le traité d'Amsterdam affirme les principes de liberté, de démocratie et de respect des droits de l'homme et propose la mise en place d'un espace de liberté, de sécurité et de justice. Il inclut explicitement le principe du déve-

loppement durable. Il pose le principe des coopérations renforcées permettant aux pays qui le souhaitent d'avancer plus vite. Il ébauche la réforme des Institutions européennes en vue de l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Il élargit la liste des droits, dont il garantit le respect : droits sociaux, égalité hommes-femmes, services publics, renforce la protection des droits fondamentaux et interdit toute discrimination. Un « Haut représentant de la PESC » est nommé, assisté par une Unité européenne de planification de la politique et d'alerte rapide. Un protocole reprend le principe de subsidiarité du traité CE.

Le traité de Nice est signé le 26 février 2001 et est entré en vigueur le 1^{er} février 2003. Ce traité, qui devait réformer les institutions de l'Union en vue de l'adhésion des PECO, n'est que partiellement parvenu à cet objectif. Ce traité donne au Parlement européen un rôle colégislateur renforcé. Le droit de recours devant la Cour de Justice des Communautés est étendu. Le traité fournit une base juridique aux partis politiques des pays membres. Afin de faciliter le processus de décision à la « majorité qualifiée » à 27 nouveaux domaines au sein du Conseil, le système de pondération des voix est remanié. Le traité de Nice améliore la procédure relative à la mise en œuvre des « coopérations renforcées » : le droit de veto est supprimé, et le domaine étendu à la PESC y compris en matière de défense.

La charte des droits fondamentaux a été adoptée au cours de ce sommet de Nice, mais aucune valeur juridique contraignante ne lui est reconnue bien qu'elle ait été adoptée par toutes les instances de l'Union. Une « déclaration sur l'avenir de l'Union » a été annexée au traité.

2.6. Des solutions simples à des problèmes complexes

Le programme du marché unique a consolidé le principe de la reconnaissance mutuelle des législations et des réglementations nationales. Dans toute la mesure du possible, les Etats membres se sont mis d'accord pour considérer les dispositions et les normes existantes des autres Etats comme étant équivalentes aux leurs. Il devient dès lors inutile de créer un nouvel ensemble uniformisé de règles communautaires.

L'idée sous-jacente est que les normes et les réglementations sont d'un niveau suffisamment élevé dans toute la Communauté pour que les règles qui sont en vigueur dans un pays puissent être adoptées dans les autres pays de la Communauté.

L'harmonisation au niveau communautaire ne serait appliquée que lorsque les exigences fondamentales relatives à la santé, à la sécurité et à l'environnement seraient trop différentes d'un pays à l'autre. La

reconnaissance mutuelle facilite la libre circulation des marchandises, qu'il s'agisse de téléphones ou de tracteurs, Elle permet aux banques et aux compagnies d'assurances de servir leurs clients dans toute la Communauté, avec efficacité et à des prix compétitifs.

Le fait que chacun des Quinze considère le niveau d'éducation des autres pays comme plus ou moins équivalent au sien donne la mobilité des professions libérales et des personnes possédant des qualifications spécifiques. La reconnaissance mutuelle a été particulièrement utile aux entreprises individuelles, qui peuvent maintenant exporter des marchandises dans d'autres pays communautaires sur la base d'une norme unique, celle de leur pays d'origine.

Il ne fait guère de doute que la Communauté a bénéficié d'une période favorable à la mise en place de l'essentiel de la législation relative au marché unique. Cette période se caractérisait par une croissance économique relativement vigoureuse et une stabilité politique, qui ont précédé les bouleversements survenus en Europe centrale et orientale au début de 1988 et la récession toxique qui a frappé l'Europe en 1992–1993.

2.7. Histoire en chiffres

Pour reprendre la formule de Jean Monnet, l'Europe ne s'est pas faite en un jour, ou en un an, c'est une vieille idée qui a mis des années à se concrétiser.

1952 : « Marché commun » – l'actuelle Union européenne est au départ : le résultat de la volonté des six pays fondateurs. L'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas créent la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

1957 : « Europe des Six » – Traité de Rome, la CECA devient la Communauté économique européenne (CEE).

1973 : « Europe des Neuf » – Adhésion du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni.

1981 : « Europe des Dix » – La Grèce entre à son tour dans la Communauté européenne.

1986 : « Europe des Douze » – Adhésion de l'Espagne et du Portugal.

1990 : « Europe des Douze » – Réunification de l'Allemagne (l'ancienne République démocratique allemande fait alors partie des Douzes).

1992 : L'Union européenne émerge, une construction européenne plus poussée.

1995 : « Europe des Quinze » – Adhésion de l'Autriche, de la Finlande et du Suède.

1999 : naissance de l'Union monétaire européenne (UME à 11) et

fixation du taux de l'euro qui devient la monnaie officielle de l'Union européenne – parmi les Quinze, deux pays ont rejeté l'adhésion pleine à l'Union monétaire et conservent leur monnaie (le Royaume-Uni et le Danemark), le Suède bien que normalement éligible (et qui aurait dû y rentrer selon les traités qu'elle a signé) a finalement repoussé à plus tard son adhésion (officiellement pour des raisons techniques, mais en réalité pour des raisons politiques intérieures) et la Grèce (qui était candidate) n'est pas immédiatement éligible (mais ces quatre pays participent au moins partiellement à l'UME, avec leur monnaie).

2001 : la Grèce est devenue éligible et adopte l'euro (UME à 12), qui entre en circulation l'année suivante (ainsi qu'à Saint-Marin, Monaco et au Vatican avec l'accord de la Commission européenne, bien que non membres de l'UME, et *de facto* aussi en Andorre à la place du franc français et de la peseta espagnole, et aussi dans la province serbe du Kosovo sous administration internationale européenne à la place de Deutschmark, suite aux accords de paix de Dayton).

2004 : « Europe des Vingt-Cinq » – Adhésion de Chypre, Malte, de la Slovénie, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie.

2007 : « Europe des Vingt-Sept » – la Bulgarie et la Roumanie ont signé un traité d'adhésion en avril 2005 qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2007. La Slovénie adopte l'euro (UME à 13).

2008 : Chypre et Malte adoptent l'euro (UME à 15).

2009 : La Slovaquie adopte l'euro (UME à 16).

PARTIE 3. INSTITUTIONS ET POLITIQUES

3.1. L'administration de l'Union

L'Union européenne est dotée de cinq institutions, qui jouent chacune un rôle spécifique :

- le Parlement européen, dont les membres sont directement élus par les citoyens des Etats membres, a un rôle co-législatif avec le Conseil de l'Union et vote seul le budget ;
- la Commission européenne (moteur de l'Union et son organe exécutif) ;
- le Conseil de l'Union européenne (composante législative de l'Union où se réunissent les ministres par spécialité, représentant les gouvernements des Etats membres) ;
- la Cour de justice (garantie du respect de la législation et en même temps créatrice de droit européen) ;

- la Cour des comptes (organe de contrôle de l'utilisation correcte et légale du budget de l'Union).

A côté de ces cinq institutions, on trouve six autres organes importants :

- le Conseil européen (composé des chefs d'état et de gouvernement des pays membres, il donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et les grandes orientations de ses politiques) ;

- le Comité économique et social (il exprime les opinions de la société civile organisée dans les domaines économique et social) ;

- le Comité des Régions (il exprime les opinions des collectivités locales et régionales) ;

- la Banque centrale européenne (elle est responsable de la politique monétaire et de la gestion de l'euro) ;

- le médiateur européen (il traite les plaintes des citoyens européens pour mauvaise administration de la part des institutions ou organes de l'Union) ;

- la Banque européenne d'investissement (elle contribue à la réalisation des objectifs de l'Union en finançant des projets d'investissement).

Par ailleurs, le Conseil de l'Union européenne et le Conseil européen sont présidés par un pays à tour de rôle pour une période de six mois ; c'est ce qu'on appelle la présidence tournante.

3.2. Gouvernement de l'Union Européenne

La conduite de l'UE a toujours hésité entre les voies *intergouvernementale*, où les Etats conservent l'ensemble de leurs prérogatives, et *fédérale*, où une partie de la souveraineté des Etats est déléguée à l'Union.

Dans le premier cas, les décisions communautaires sont en fait des traités entre Etats qui doivent donc être prises à l'unanimité. Ce modèle, proche du principe des organisations intergouvernementales classiques, est défendu par le courant eurosceptique. Selon eux, seuls les chefs d'Etat ont la légitimité démocratique pour représenter leurs citoyens. Ce sont donc les nations qui doivent contrôler les institutions de l'Union.

Le second cas est celui du courant europhile et fédéraliste. Ils estiment que les institutions doivent représenter directement les citoyens. Pour eux, avec l'élargissement de l'Union à 27 Etats membres, les modalités de prise de la décision au sein des institutions doivent être adaptées afin d'éviter tout risque de paralysie.

Aujourd'hui le contrôle de l'Union est hybride : le conseil des

ministres est le représentant des Etats de l'UE (pour les décisions ne requérant pas l'unanimité, les voix de chaque Etat sont cependant pondérées par leur poids démographique), et le parlement représentant des citoyens.

Le mode de gestion de l'Union est donc aujourd'hui un des enjeux de luttes d'influence entre les différentes institutions européennes : Parlement, Commission européenne et Conseil des ministres.

3.3. Principes

Les documents produits par la Commission (notamment les Livres Blancs) et les traités énoncent les principes politiques de l'Union européenne. Ils président à beaucoup de décisions :

- l'accroissement de l'Union européenne fortifie la paix entre les nations membres ;
- certains domaines (dont l'économie) sont mieux gérés au niveau communautaire plutôt que national ;
- dans ces domaines les dossiers sont préparés par des techniciens (de la Commission assistés par des groupes de pression) ;
- l'économie est optimale dans une « économie de marché » où est permise la « concurrence libre et non faussée » ;
- les entraves à la concurrence et au commerce sont des exceptions qu'il s'agit de réduire.

L'Union européenne repose sur trois principes de liberté :

- la liberté économique avec la libre circulation des biens, le transport des marchandises se fait sans paiement de droit de douane à l'intérieur de l'Union ;
- la liberté individuelle avec la libre circulation des personnes, tout citoyen d'un pays de l'Union a la possibilité de s'installer et de travailler dans le pays de son choix ;
- la liberté financière avec la libre circulation des capitaux, tout citoyen ou entreprise d'un pays de l'Union peut ouvrir un compte bancaire dans le pays de son choix.

3.4. Processus de décision

Deux principes guident les processus décisionnels de l'Union européenne depuis le traité UE (1992) : le principe de subsidiarité et le principe de proportionnalité dégressive. Ces principes font l'objet de protocoles annexés au traité d'Amsterdam (1997) :

- La Commission européenne se voit confiée droit d'initiative sur la préparation de la plupart des dossiers concernant le premier pilier de

l'Union européenne et partage ce droit avec les Etats membres sur les deux autres piliers.

- Le Conseil européen attribue à chacun des Etats membres un nombre de voix qui détermine l'adoption ou non des lois votées.

- Seul organe directement élu par les citoyens de l'Union, le Parlement européen a acquis au cours de l'histoire récente un poids de plus en plus important : simple organe consultatif au départ, il a acquis un réel pouvoir de codécision à parité avec le Conseil des ministres pour de nombreux dossiers. En 2004, il a même pu influencer la nomination de la Commission européenne. Sa représentativité reste cependant handicapée par les taux d'abstention aux élections des députés européens généralement supérieurs à ceux des élections nationales.

3.5. En résumé

En résumé :

- Le président de la Commission européenne participe aux réunions du Conseil européen. A l'issue des Sommets, le Conseil européen rédige des conclusions qu'il adresse à la Commission européenne.

- La Commission dispose d'un monopole du droit d'initiative dans le premier pilier de l'Union européenne qui lui permet de peser dans la formation des actes du Conseil de l'Union et du Parlement. Le Conseil de l'Union ne peut ainsi s'écarter de la proposition de la commission qu' à l'unanimité, ce qui confère parfois à la Commission un rôle de conciliation entre Etats membres.

- Le Parlement ne peut pas proposer de lois (règlements et directives), mais il peut déposer des amendements et user de son veto dans certains domaines. Le Parlement siège à Bruxelles et à Strasbourg.

- Le monopole du droit d'initiative de la commission connaît des limites. Le Parlement et le Conseil de l'Union peuvent demander à la Commission qu'elle légifère dans un domaine. En outre, dans le cadre du deuxième et du troisième piliers, la commission partage le droit d'initiative avec les Etats membres.

- Le Conseil (des ministres) de l'Union européenne prépare les réunions du Conseil européen et adopte, avec le Parlement européen, les textes juridiques qui traduiront en actions les orientations fixées par les chefs d'Etat ou de gouvernement.

- Les gouvernements des Etats membres transposeront ces législations dans leurs Etats (vérification des transpositions par le Cour de Justice Européenne).

3.6. Statut

Les Etats membres de l'Union européenne la distinguent nettement des autres organisations internationales. Elle est, par certains aspects, une confédération et, sur d'autres points, a des caractéristiques d'Etat fédéral, au point qu'on préfère souvent y voir une entité *sui generis*, formant une catégorie à elle seule et ne rentrant dans aucune autre. La question de son évolution est très discutée par les opinions et les gouvernements des pays membres même si, depuis la Haute Autorité, on ne peut que constater un accroissement des compétences et des prérogatives de l'Union, malgré de multiples crises qui ont émaillé le projet. Le préambule du projet de Constitution reprend, pour les peuples d'Europe, une « volonté d'être unis dans la diversité », ce qui est un appel réitéré à poursuivre l'approfondissement de l'Union et la série des traités qui ont régulièrement étendu ses compétences depuis sa création. Un courant appelé fédéraliste souhaite sa transformation en un Etat fédéral à part entière. Le choix même de rédiger une constitution va dans ce sens, bien que le document qui l'établit reste stricto sensu un traité. S'il entre en vigueur, l'Union sera dotée d'une personnalité juridique (ce qui n'est aujourd'hui le cas que pour la seule Communauté européenne, un des trois piliers de l'Union. Certains spécialistes du droit international public et du droit constitutionnel considèrent que l'Union est d'ores et déjà un Etat qui englobe des Etats souverains...

3.7. Les institutions européennes en détails

Ce sont:

- *Conseil européen (Bruxelles, Belgique).*

Institué en 1974, le Conseil réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement en sommet européen au moins deux fois par an. Il fixe les grandes orientations de la politique européenne et donne les impulsions sur sujets les plus importants.

- *Conseil de l'Union européenne.*

Principal organe de décision de l'Union, le Conseil représente les Etats membres : un ministre de chaque gouvernement national participe à ses réunions.

Le Conseil est une seule institution mais se réunit en plusieurs formations selon les sujets abordés (affaires générales, relations extérieures, justice et affaires intérieures, agriculture...).

Il adopte, avec le parlement, la législation européenne et le budget, coordonne les grandes orientations des politiques économiques des Etats

membres, conclut des accords internationaux, définit politique étrangère et de sécurité commune, et coordonne la coopération entre les instances judiciaires et les forces des polices nationales en matière pénale.

- *Commission européenne.*

Moteur du système institutionnel, la Commission (composée aujourd'hui de vingt membres) représente et défend les intérêts de l'Union dans son ensemble.

Gardiennne des traités, elle veille à l'application du droit européen.

Dotée du pouvoir d'initiative, elle propose la législation, les politiques et les programmes d'action au Parlement et au Conseil de l'Union.

Elle est responsable de la mise en œuvre des décisions du Parlement et du Conseil.

- *Parlement européen (Strasbourg, France).*

Organe législatif composé de 785 membres (au maximum) élus au suffrage universel direct pour cinq ans.

Partage le rôle législatif avec le Conseil de l'Union européenne: il donne des avis ou codécide, selon les sujets.

Exerce une surveillance démocratique sur les institutions et notamment sur la Commission, qu'il peut censurer.

Etablit, conjointement avec le Conseil, le budget annuel de l' Union.

- *Organes de contrôle :*

1. *Cour de justice des communautés européennes (Luxembourg, Luxembourg).*

Créée en 1952, la Cour de justice des communautés européennes veille au respect et à l'interprétation uniforme du droit communautaire, c'est-à-dire de la « législation européenne ».

Elle compte un juge Etat membre, nommé d'un commun accord par les Etats membres pour une durée de six ans.

Pour aider la Cour dans sa tâche, un Tribunal de première instance a été créé en 1989.

2. *Cour des comptes.*

Instaurée en 1977, elle contrôle la légalité et la régularité des recettes et des dépenses communautaires, et s'assure de la bonne gestion financière du budget européen.

Organe composé de quinze membres nommés pour six ans.

3. *Médiateur européen.*

Intermédiaire entre les citoyens et les autorités européennes, le médiateur, dont le poste a été institué en 1992, est élu par le Parlement pour un mandat de cinq ans. Il reçoit milles plaintes des citoyens, des entreprises et des institutions, et peut adresser des recommandations aux institutions européennes.

- *Organes de consultation :*

1. *Comité économique et social (Bruxelles, Belgique).*

Organe de consultation préalable à l'adoption de directives dans les domaines économique et social.

Il compte plus de 200 membres nommés par les gouvernements pour quatre ans et représentant les différents acteurs socio-économiques (salariés, employeurs, représentants d'intérêts économiques et sociaux...).

2. *Comité des régions.*

Organe de consultation et de représentation des collectivités locales et régionales de l'Union, créé en 1994 par le traité de Maastricht.

Ses membres, tous élus locaux, sont nommés par les gouvernements pour quatre ans.

Le Comité doit être consulté sur les questions intéressant les collectivités locales (politique régionale, environnement, éducation, transport).

- *Organes financiers :*

1. *Banque centrale européenne (Francfort-sur-le-Main, Allemagne).*

Organe financier indépendant fondé en 1998 pour introduire et gérer l'euro, la monnaie unique adoptée par douze Etats membres et entrée en circulation le 1^{er} janvier 2002.

Elle détient et gère les réserves officielles de change des pays de la zone euro et les billets de banque.

Agissant en toute indépendance, elle a pour principale tâche de maintenir la stabilité des prix dans la zone euro, d'apporter son soutien à la réalisation des objectifs économiques et sociaux communautaires.

La Banque centrale européenne définit et met en œuvre la politique économique et monétaire de l'Union.

2. *Banque européenne d'investissement (Luxembourg, Luxembourg).*

Institution financière de l'Union européenne créée en 1958 par le traité de Rome.

Contribue à la réalisation des objectifs de l'Union par le financement de projets d'investissement publics ou privés qui visent à promouvoir l'intégration européenne, développement équilibré, une cohésion économique et sociale, ainsi qu'une économie fondée sur la connaissance et l'innovation (par exemple, les réseaux transeuropéens de transport et de télécommunications).

3. *Le Fonds européen de développement (FED).*

Le Fonds européen de développement (FED) est l'organe privilégié de l'aide communautaire en faveur des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), ainsi que des pays et territoires d'outre-mer. Il s'agit souvent d'anciennes colonies européennes avec lesquelles les ex-métropoles ont conservé des liens étroits. Le FED dispose de plusieurs instruments,

notamment l'aide non remboursable, les capitaux à risque et les prêts au secteur privé. Le neuvième FED, qui couvre les années 2000–2005, est doté de 13,5 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent les reliquats des fonds précédents, qui représentent 9,9 milliards d'euros.

3.8. Poids institutionnel des 27 Etats membres

Selon le traité de Nice valable jusqu'en 2014 la répartition des voix et des sièges est la suivante (tableau 3).

Tableau 3 – Poids institutionnel des Etats membres

Pays	Sièges au Parlement	Sièges au Parlement, % du total	Voix au Conseil	Voix au Conseil, % du total
Allemagne	99	12,61	29	8,41
France	78	9,93	29	8,41
Royaume- Uni	78	9,93	29	8,41
Italie	78	9,93	29	8,41
Espagne	54	6,88	27	7,83
Pologne	54	6,88	27	7,83
Roumanie	35	4,46	14	4,06
Pays-Bas	27	3,44	13	3,77
Grèce	24	3,06	12	3,48
Portugal	24	3,06	12	3,48
Belgique	24	3,06	12	3,48
Rép. Tchèque	24	3,06	12	3,48
Hongrie	24	3,06	12	3,48
Suède	19	2,42	10	2,90
Autriche	18	2,29	10	2,90
Bulgarie	18	2,29	10	2,90
Danemark	14	1,78	7	2,03
Slovaquie	14	1,78	7	2,03
Finlande	14	1,78	7	2,03
Irlande	13	1,66	7	2,03
Lituanie	13	1,66	7	2,03
Lettonie	9	1,15	4	1,16

Fin du tableau 3

Pays	Sièges au Parlement	Sièges au Parlement, % du total	Voix au Conseil	Voix au Conseil, % du total
Slovénie	7	0,89	4	1,16
Estonie	6	0,76	4	1,16
Chypre	6	0,76	4	1,16
Luxembourg	6	0,76	4	1,16
Malte	5	0,64	3	0,87
UE	785	100	345	100

Un minimum de 255 votes sur 345 (73,9%) est requis pour constituer une majorité qualifiée. De plus :

- toute décision doit être approuvée par une majorité (dans certains cas des deux tiers) des Etats membres ;
- tout Etat membre peut demander confirmation que le nombre de votes favorables représente au moins 62% de la population totale de l'UE.

PARTIE 4. ECONOMIE

4.1. L'élargissement : une chance économique pour l'Europe

Avec l'élargissement de l'Union européenne (UE), une parenthèse de l'Histoire se referme. Soixante-cinq ans après les accords de Yalta qui ont vu le partage de l'Europe et vingt ans après la chute du mur de Berlin, l'arrivée de douze nouveaux pays, majoritairement d'Europe central, au sein de l'UE scelle la réunification. Un événement historique, politique mais économique.

Alors que la construction européenne s'est faite selon la politique dite des « petits pas », l'entrée de douze nouveaux pays constitue un véritable défi économique, puisqu'il s'agit ni plus ni moins que de créer une union pacifique et prospère de l'Atlantique jusqu'aux frontières de la Russie, du Bélarus et de l'Ukraine. L'un des premiers défis à relever consistera à combler l'écart de niveau de vie entre les nouveaux et les anciens membres de l'Union européenne. Il faudra *« au moins vingt ans pour que les douze nouveaux membres de l'UE atteignent le niveau de vie économique des membres actuels »*, indiquait-il y a peu le commissaire européen aux Affaires économiques.

Mais l'élargissement ne s'apprécie pas seulement en termes de charges supplémentaires mais aussi en termes de bénéfices pour les Quinze. Pour les nouveaux entrants, la perspective de leur adhésion a clairement dopé la croissance de leurs économies. « *Les nécessaires réformes structurelles, la reprise de l'acquis communautaire et l'amélioration des capacités administratives renforcent l'efficacité des économies et leur potentiel de croissance* », souligne Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman (l'un des « pères de l'Europe ») et auteur d'un ouvrage éclairant sur l'élargissement économique accroît la confiance des investisseurs locaux et internationaux. L'afflux d'investissements s'est accompagné d'importants transferts de technologie.

Les douze nouveaux membres ont apporté à la fois des débouchés – plus de 100 millions de consommateurs supplémentaires – et une main-d'œuvre qualifiée et bon marché. En pleine phase de rattrapage, ils enregistrent d'ailleurs des rythmes de croissance nettement plus élevés que ceux des Quinze. Selon la Commission européenne, la progression des exportations des Quinze en direction de ces pays pourrait leur procurer un supplément de croissance de 0,5 point de PIB par an.

Les industriels européens n'ont pas attendu l'arrivée des Douze pour engager la délocalisation de certaines activités. Le coût moyen de la main-d'œuvre varie de 2,42 euros de l'heure en Lettonie à 8,98 euros en Slovaquie, contre 26,54 euros en Allemagne. Globalement, le coût moyen de la main-d'œuvre dans les pays nouvellement adhérents est cinq fois inférieur à celui des Quinze. Mais le processus de délocalisation ayant commencé il y a plusieurs années avec l'abolition des droits de douane sur certains produits, l'élargissement ne constitue pas à proprement parler une menace pour l'emploi.

4.2. Un peu de statistiques

Premier partenaire commercial des Etats-Unis, de la Chine, de l'Inde, de la Russie et des pays composant le Mercosur, l'Union européenne à 27 pays représente un poids économique de premier ordre dans le monde ; en 2007, le PIB de l'Union européenne était de 16748 milliards de dollars, à comparer avec les 13811 milliards de dollars des Etats-Unis. Elle représente 31% des richesses du monde, pour 8% de la population mondiale. Cependant, le PIB par habitant reste inférieur à celui des Etats-Unis.

Elle est principalement composée d'anciennes grandes puissances :

- Allemagne qui est la 4^e puissance économique du monde.
- France qui est la 5^e puissance économique du monde.

- Royaume-Uni qui est la 6^e puissance économique du monde. A ces pays, viennent s'ajouter d'autres puissances telles que :
- L'Italie qui est la 7^e puissance économique du monde et la 4^e européenne (2008).
- L'Espagne qui est la 8^e puissance économique du monde et la 5^e européenne (2008).

Ces 5 puissances sont les moteurs de l'Union avec 71,4% des richesses de celle-ci. L'Allemagne et la France représentaient en 2008, 35,2% des richesses totales de l'UE.

Chaque pays participe au budget européenne, et reçoit des aides de l'Union européenne en fonction de sa situation économique et de la richesse de ses habitants.

Paris (460 milliards de dollars) est le cœur économique de l'Union, avec 2,74% des richesses totales, le second pôle est Londres (452 milliards de dollars) représentant 2,7% de celle-ci.

Il faut noter cependant, que l'ouest de l'Union (avec 85% des richesses) est bien plus riche que l'est (15% des richesses). L'Union européenne est la première puissance agricole, industrielle et de services au monde.

En 2008, selon le classement du magazine américain *Fortune*, 167 des 500 premières entreprises mondiales, classées selon leur chiffre d'affaires, avaient leur siège dans l'UE (soit 33,4%), contre 153 aux Etats-Unis (30,6%) et 64 au Japon (12,8%).

4.3. Union économique et monétaire

Le traité de Maastricht entérine notamment la création d'une monnaie dite unique. L'euro est la monnaie commune des 27 Etats membres de l'Union européenne et la monnaie unique de 16 d'entre eux, ainsi que, *de facto*, de certains Etats et territoires, comme le Monténégro ou le Kosovo. Hormis le Danemark et le Royaume-Uni qui ont obtenu une dérogation lors de la rédaction du traité de Maastricht, tout pays appartenant à l'Union européenne doit adhérer à l'euro. Le Suède a retardé l'échéance suite à un référendum défavorable, les nouveaux membres quant à eux préparent leur économie en vue d'un changement dans les années à venir. La Banque centrale européenne, située à Francfort-sur-le-Main, est chargée de gérer son émission et de garantir sa valeur vis-à-vis des autres monnaies, notamment le dollar américain. Mis en circulation depuis le 1^{er} janvier 2002 sous sa forme fiduciaire pour les particuliers, mais en usage dès le 1^{er} janvier 1999 pour les entreprises, il succédait à l'*European Currency Unit* (l'unité de compte européenne – écu), mise en service en 1979.

L'euro est aujourd'hui un sujet de préoccupation pour le Royaume-Uni, qui a vu sa monnaie fondre à la même allure que son économie réputée et enviée. En effet, le Royaume-Uni souffre de la crise financière qui a dévalué sa livre Sterling face à l'euro. Cette faiblesse de sa monnaie lui donne l'idée d'intégrer la zone euro qui n'est pourtant pas épargné par la crise de 2008. Cependant, la majorité des Britanniques n'est pas prête à abandonner sa monnaie.

4.4. Avantages et inconvénients de l'euro

L'euro est présentée comme une monnaie qui a des avantages :

- suppression des commissions, et des risques de change entre les 16 pays ;
- fin du dumping monétaire intra-communautaire ;
- accélération du commerce intrazone plus rapide que dans le reste de l'UE hors zone euro ;
- hausse de la concurrence au sein des entreprises de l'UE et maîtrise de l'inflation ;
- renforcement de la zone euro par rapport au dollar des Etats-Unis ;
- stabilité et résistance de la monnaie face à la spéculation et aux turbulences financières : renforcement soutenu du poids des réserves monétaires internationales en euros au détriment du dollar.

Et comme une monnaie qui aurait aussi quelques difficultés :

- perte d'autonomie de la politique monétaire : politique commune de taux d'intérêts et d'intervention sur les marchés financiers ;
- perte de la monnaie historique des pays (exemple : les francs français, belge, luxembourgeois).

4.5. Marché unique

Le marché unique est d'une grande importance pour tous les citoyens de l'Union européenne. Les droits de douane sont supprimés à l'intérieur de la Communauté depuis 1968 et des tarifs douaniers communs sont appliqués aux importations en provenance de pays non-membres. Le 1^{er} janvier 1993, le plan de marché unique européen s'est réalisé. Les contrôles aux frontières ont été supprimés, même si des contrôles surprises sont encore effectués à titre exceptionnel. Il est maintenant plus facile pour les entreprises de proposer leurs produits et leurs services dans d'autres pays de l'UE. Grâce à la libre circulation des capitaux, il est possible d'investir des fonds dans n'importe quel pays de l'Union. L'innovation capitale est peut-être la libre circulation des personnes : les

citoyens de l'Union ont le droit de se déplacer, de résider, d'étudier et de travailler où ils le désirent au sein de l'Union européenne.

Chacun est en droit de poser sa candidature à un emploi et de signer un contrat de travail dans un autre État membre, et nul ne peut faire l'objet d'une discrimination fondée sur sa nationalité. Les droits à la retraite et à l'assurance maladie acquis dans un autre État membre ne sont pas perdus. Les citoyens de l'Union peuvent continuer d'exercer l'activité correspondant à leur formation grâce à la reconnaissance mutuelle des qualifications. L'UE aide ses citoyens à acquérir une expérience à l'étranger, grâce à des programmes d'échange, tels que le programme éducatif « Socrates ».

Les déplacements et les achats sont également devenus plus faciles pour les citoyens de l'Union, qui peuvent acheter où que ce soit dans l'UE des produits pour leur usage personnel et les rapporter chez eux sans plus avoir à payer de taxes. (Il existe certaines règles exceptionnelles qui s'appliquent aux voitures neuves.)

Associée à l'idée du marché unique, se dégage celle d'une Union économique et monétaire. Cette notion s'est manifestée de façon plus visible pour les citoyens de l'UE avec l'avènement, au début du siècle prochain, d'une monnaie européenne, l'« euro ». Grâce à cette monnaie européenne, il sera encore plus facile de se déplacer, de vivre, de faire du commerce et de travailler dans un autre État membre. Les autres avantages incluent l'absence de commissions sur les devises étrangères, la fin des transactions spéculatives, l'amélioration de la transparence des prix, dans l'intérêt de la concurrence et du consommateur, et l'existence d'une monnaie internationale forte. Il en résulte un renforcement de la croissance et de la compétitivité des activités commerciales en Europe et, partant, un encouragement à la création d'emplois.

4.6. Les services dans le marché unique

Avec tous ses emplois disponibles, le secteur des services est l'employeur le plus important de toute l'UE. Sa contribution au bien-être économique européen, exprimée par rapport au produit national brut (PNB), est de 62%, contre 35% pour le secteur manufacturier et 3% pour l'agriculture. Pourtant, au cours des années, la libéralisation du secteur des services s'est faite beaucoup plus lentement au sein de l'UE. Les consommateurs, particuliers ou entreprises, payaient un lourd tribut à l'absence de concurrence transfrontière dans le domaine des services tels que banques et finances, assurances, télécommunications, transport, etc. Tout cela a radicalement changé avec la création du marché unique.

Entre 1985 et 1992 l'UE est parvenue à faire aboutir un ambitieux programme visant à abolir les frontières nationales dans tous les domaines clés des services. Bien que les dispositions essentielles de la législation européenne furent déjà adoptées, certaines directives ne sont d'application qu'en 1994 ou 1996. C'était le temps nécessaire à la transposition de ces directives complexes en droit national dans les Etats membres et à la préparation des entreprises à la mise en œuvre des nouvelles dispositions.

Services financiers et assurances. La première mesure préparant la libéralisation des services bancaires et financiers a été la suppression des contrôles de capitaux, en vertu d'une directive adoptée en 1988, qui prévoyait l'élimination de tous les contrôles sur les transferts de capitaux dans l'UE. Toute une série de restrictions ont ainsi disparu d'un seul coup. Seule la Grèce les a supprimées en 1994.

Cette démarche audacieuse a ouvert la voie à l'adoption, en décembre 1989, d'une directive bancaire. Entrée en vigueur en janvier 1993, elle est devenue un exemple pour les autres directives visant à éliminer les frontières aussi bien dans le domaine de des services financiers que dans celui des assurances. Elle permet aux banques d'opérer dans tous les pays membres sans avoir à établir de filiales à l'extérieur de leur pays d'origine, comme c'était le cas antérieurement. Ce système est connu sous le nom de « passeport unique ». Il autorise les banques, sur la base d'un agrément émis par leur pays d'origine, à exercer leur activité dans toute l'UE à partir d'un réseau de succursales et d'agences locales. Aucune licence d'exploitation ne doit être délivrée par le pays d'accueil, bien que les banques se doivent de respecter les usages commerciaux locaux.

Les directives relatives à l'application de passeport unique aux banques ont eu pour effet, pour la première fois, de faire jouer pleinement la concurrence dans le secteur des services de l'UE. Ces directives ont déjà suscité une activité considérable et, notamment, des fusions et d'autres formes de coopération entre banques européennes.

Des directives similaires au passeport unique ont été appliquées pour libéraliser d'autres secteurs comme les assurances et les services d'investissement. Deux directives parallèles, portant respectivement sur l'assurance vie et sur l'assurance non-vie, ont pris effet à partir de la mi-1994. Les preneurs d'assurances, que ce soient des entreprises ou de simples particuliers, peuvent alors choisir les meilleures conditions et modalités d'assurance.

Il existe aujourd'hui des écarts considérables dans les coûts et les revenus liés aux polices d'assurances, selon l'Etat membre où elles sont

contractées. Les prix les plus élevés sont en train de baisser et dans certains pays, comme la Belgique, où le marché national des assurances était strictement réglementé, des mesures ont déjà été prises pour supprimer certains contrôles, en prévision de l'entrée en vigueur des directives de l'UE.

Les directives concernant les services d'investissement, fondées sur le principe du passeport unique, ont pris effet au début de 1996. Ces directives offrent une liberté et une souplesse accrues aux sociétés d'investissement et garantissent la protection des intérêts des petits investisseurs.

4.7. Pour que le marché unique soit un succès

La création du marché unique a mobilisé les forces vives de la Communauté pendant sept années. Ce marché est entré dans sa phase vraiment opérationnelle. Compte tenu du profond engagement qu'il a suscité à tous les niveaux, il est indispensable que la Commission et les Etats membres veillent à ce qu'il fonctionne comme prévu et à ce que les particuliers et les entreprises attirent les avantages qu'ils prétendent.

C'est là une tâche primordiale. Mais le marché unique ne peut exister réellement que si les dispositions réglementaires sont appliquées équitablement et avec un effet équivalent dans toute la Communauté. Le premier pas vital a consisté à adopter dans les délais d'ensemble, à quelques exceptions près de 282 directives visant à supprimer les frontières. La plupart de ces directives ont dû être transposées en droit national dans chacun des Etats membres.

Bien qu'une certaine souplesse soit admise, en ce qui concerne les instruments juridiques et législatifs utilisés au niveau national, il est impératif que la version transposée ait le même effet que celui visé par la directive. En outre, une fois transposée en droit national, la directive doit être interprétée et appliquée par les gouvernements d'une manière conformée à ses objectifs. En effet, des divergences dans l'application des dispositions réglementaires pourraient conduire, une fois de plus, à un cloisonnement des marchés nationaux.

Dans leur rapport concernant la gestion rationnelle du marché unique, un groupe d'experts, dirigés par Peter Sutherland écrivaient :

« Les attentes de l'industrie doivent être traduites dans les faits en garantissant que des barrières ne sont pas recrées. Il existe un risque de cloisonnement du marché, du tantôt à une divergence d'interprétation et d'application du droit communautaire, tantôt à l'introduction de règlements nationaux qui segmentent inutilement le marché. Le principe de subsidiarité ne doit ni ne peut être interprété dans ce sens ».

Le risque d'application divergente ou même de non-application de certaines directives communautaires est réel, de même qu'il existe la possibilité qu'un gouvernement fasse adopter des règlements nationaux contraires à ses engagements vis-à-vis du marché unique.

Cela est particulièrement vrai dans la période d'une récession économique. Dans ce genre de situation, les entreprises ont tendance à demander aide et protection à leur gouvernement, au lieu de prendre des initiatives visant à faire jouer librement la concurrence sur leur marché intérieur. Les gouvernements aussi préfèrent préserver les emplois locaux plutôt que d'appliquer une politique d'économie libérale qui, à court terme, pourrait engendrer un effet contraire. En dehors de la manière dont les gouvernements mettent en œuvre chacune des directives, se pose inévitablement le problème de la portée juridique de nombreux textes. Cette question doit être élucidée. Il faudra, dans certains cas, saisir la Cour de justice pour définir exactement les obligations et les droits découlant des directives particulières.

4.8. Harmonisation de la TVA

C'est essentiellement à la suite de la décision de modifier les procédures de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée), prise par le Conseil de ministres en 1991, que la nécessité de procéder à des contrôles aux frontières a disparu. L'exportateur et l'importateur d'un produit donné établissent chacun une déclaration à l'intention des autorités locales responsables de la TVA dans leur pays. Les autorités compétentes coopèrent étroitement afin d'exclure toute possibilité de fraude. Des échanges d'informations qui ont eu lieu réunissent les autorités fiscales de chaque Etat membre, ce qui permet de mettre en place un système de coopération administrative efficace.

La suppression des contrôles relatifs à la TVA a été facilitée par la décision du Conseil de ministres portant à au moins 15% le taux normal de TVA, avec certaines dérogations concernant des biens essentiels comme les produits alimentaires, les médicaments, les livres, les transports, etc, qui sont soumis à un taux réduit.

Les dispositions actuelles relatives à la TVA sur les marchandises et les services sont restées en vigueur jusqu'à la fin de 1996, date à laquelle elles ont été révisées. La révision a commencé en 1995. Un des éléments susceptible qui devait être changé était le mode de perception. Auparavant la TVA a été acquittée dans le pays où le produit ou le service était finalement vendu. L'objectif était de faire en sorte que, après 1996, la

TVA fût perçue dans le pays d'origine, ce qui correspond à sa vocation normale.

4.9. Normes d'usages

La suppression des contrôles aux frontières de la Communauté ne suffit pas à créer un véritable marché unique pour les marchandises. Celles-ci se heurtent à de nombreuses autres entraves à leur libre circulation, dont la principale réside dans la disparition des réglementations et de normes en vigueur dans les différents pays de la Communauté.

Des règlements techniques sont nécessaires pour garantir la sécurité et le bon fonctionnement des produits. Toutefois, les gouvernements tendent à utiliser les normes nationales pour s'opposer à leur libre circulation. Une solution doit être trouvée pour parer à ce phénomène.

Les réglementations et les normes faisant obstacle à l'importation de marchandises portaient sur divers domaines: normes de sécurité, spécifications techniques, normes en matière de santé et d'environnement, etc. Lors de l'élaboration des directives sur la normalisation, la Commission a rencontré des centaines de cas où des normes, initialement adoptées dans le but tout à fait légitime de garantir la santé et la sécurité, ont été utilisées comme des instruments protectionnistes.

A une certaine époque, l'Allemagne n'admettait qu'une très faible teneur en bactéries dans les eaux minérales. C'était simple pour les producteurs allemands parce qu'ils utilisent un procédé de gazéification bactéricide. En revanche, les eaux minérales françaises, naturellement pétillantes, avaient un taux de bactéries trop élevé pour pouvoir être vendues en Allemagne, au regard des normes allemandes. Quant à l'Italie, elle insistait pour que seuls les spaghettis fabriqués selon le procédé italien soient autorisés à la vente en Italie, à l'exclusion de toute autre fabrication.

Lorsque les producteurs, doivent se conformer à des normes locales pour pouvoir pénétrer sur un marché, les modifications qu'ils doivent apporter à leurs produits peuvent se révéler très coûteuses.

Les voitures et les téléviseurs devaient être modifiés, souvent sur d'innombrables points de détail, pour respecter les différentes réglementations nationales en vigueur dans la Communauté. Le chocolat britannique, qui est fabriqué selon des normes différentes par rapport à celles du reste de l'Europe, risquait de ne pas pouvoir être vendu dans les autres Etats membres.

4.10. La politique de concurrence

Afin de survivre dans un marché unique intégré et dans une économie de plus en plus globale, les entreprises ont établi des liens avec d'autres partenaires en Europe. Les formes de coopération sont variées et s'appliquent aussi bien aux grandes entreprises qu'aux petites, selon les besoins.

Cette coopération doit cependant respecter le libre jeu des forces du marché, car la création de cartels ou d'acteurs dominants est de nature à nuire aux intérêts des petites entreprises et des consommateurs. C'est la raison pour laquelle la Communauté a arrêté un règlement sur le contrôle des concentrations, qui interdit les concentrations et les fusions qui pourraient donner naissance à de grands groupes capables de fausser la concurrence sur le marché unique.

Le règlement, qui est entré en vigueur en septembre 1990, est traité par la Commission, comme le reste de la politique de concurrence dans la Communauté. Il s'applique aux opérations concernant au moins deux entreprises présentes sur le marché européen et ayant un chiffre d'affaires combiné de plus de 5 milliards d'écus, à condition qu'au moins deux des entreprises concernées réalisent un chiffre d'affaires d'au moins 250 millions d'écus. Pour les banques et les assurances, ces chiffres doivent correspondre à un dixième au moins de leurs actifs.

Comme dans les autres domaines de la politique de concurrence, les décisions prises par la Commission au titre du règlement sur les concentrations peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour de justice à Luxembourg.

Le règlement sur les concentrations est un outil du marché unique, simple et flexible, qui garantit l'unicité du contrôle des grandes concentrations impliquant des entreprises originaires de plus d'un seul Etat membre et, le cas échéant, des entreprises non communautaires.

4.11. Procédures en matière de marchés publics

D'après les estimations, le secteur public contrôle pour environ 15% au PIB de la Communauté. Cela représente un immense marché potentiel pour les entreprises des Etats membres. Avant l'avènement du marché unique, les marchés passés par les administrations et les autres organismes publics étaient largement réservés aux entreprises locales.

Malgré les efforts de libéralisation accomplis dans les années 70, seul un marché public sur cinquante était accordé à une entreprise située en dehors du pays d'origine de l'organe adjudicate.

Un nouveau lot de directives sur les marchés publics a été adopté pour

correspondre au lancement du marché unique. Ces directives portent sur les marchés des travaux et de fournitures adjugés par des entreprises publiques dans les domaines des télécommunications, de l'eau, de l'énergie et des transports. Ces quatre secteurs importants avaient été exclus des directives de libéralisation antérieures.

Pendant de nombreuses années, la Communauté a tenté de résoudre le problème de la disparité des spécifications en tentant d'harmoniser les législations nationales et de les rendre conformes à une directive adoptée au niveau communautaire; mais cette approche était extrêmement lente. Plusieurs années étaient nécessaires pour élaborer une directive ou un ensemble de directives pour un seul produit. Entre-temps, les producteurs et les consommateurs ne savaient pas exactement quelles étaient les normes en vigueur. La Communauté a également été accusée de vouloir créer des « europroduits », uniformisés et ternes, destinés à remplacer des produits locaux, variés et bien connus.

4.12. Reconnaissance mutuelle

Un aspect singulier de ce problème est apparu dans un arrêt rendu par la Cour de justice en 1979. L'affaire concernait le « cassis de Dijon », une liqueur française qui ne pouvait être vendue en Allemagne, en vertu de dispositions nationales. La Cour a décidé que, d'une manière générale, les produits fabriqués et légitimement vendus dans un Etat membre pouvaient aussi être commercialisés dans les autres pays de la Communauté.

Cet arrêt est à l'origine du principe de la reconnaissance mutuelle de leurs législations nationales par les différents pays de la Communauté, dans tous les cas où cela apparaît possible. Depuis lors, la reconnaissance mutuelle a été largement utilisée, avec un résultat positif, dans divers domaines, comme celui des produits alimentaires.

Si la reconnaissance mutuelle est, sans aucun doute, le moyen le plus rapide de réaliser la libre circulation, elle ne saurait toutefois se substituer totalement à l'harmonisation. Celle-ci est indispensable dans deux cas :

- lorsque les entraves se justifient toujours par des exigences essentielles, telles que la santé publique, la sécurité des installations techniques ou la protection des consommateurs ;
- lorsque des dispositions d'harmonisation et des produits normalisés sont nécessaires pour permettre à l'industrie de réaliser des économies d'échelle pour un produit-marché particulier.

Afin d'éviter la surréglementation, le Livre blanc a prévu une « nouvelle approche » de l'harmonisation, précisant que les législateurs communautaires devaient se borner à définir les exigences et les objectifs essentiels et

laisser aux organismes de normalisation, de préférence européennes, le soin de régler les questions techniques.

PARTIE 5. POLITIQUE EXTERIEURE

5.1. La naissance de la « Grande Europe »

La naissance de la « Grande Europe » est, *de facto*, un succès de la politique extérieure de l'UE. Elle intègre en effet des Etats profondément transformés par leur volonté d'adhésion. En à peine plus d'une décennie, ces derniers sont passés d'une économie administrée à un système de marché performant. Cette dynamique est encore à l'œuvre en Roumanie et en Bulgarie, en Croatie et dans d'autres Etats de l'ex-Yougoslavie. Les Etats voisins de l'Union élargie demandent une association étroite avec celle-ci. Pour la Russie et l'Ukraine, ainsi que pour les pays du Maghreb, les Européens doivent trouver de nouveaux instruments de coopération. Mais, déjà, la réunification de l'Europe après un demi-siècle de guerre froide s'accompagne d'un approfondissement sans précédent de la coopération en matière de défense. Le mouvement a été initié par la France et la Grande-Bretagne au sommet bilatéral de Saint-Malo en décembre 1998. Une dynamique s'est créée, et l'Europe a pu commencer à mettre en œuvre une politique de défense et de sécurité autonome, afin d'assumer sa responsabilité dans la gestion des crises. Pour la première fois, l'Union est intervenue non seulement dans son environnement immédiat mais aussi en Afrique. Elle a ainsi mis sur pied une opération de police en Bosnie en janvier 2003 et, en utilisant les moyens de l'OTAN, une force de maintien de la paix en Macédoine en mars de la même année.

En été 2003, elle a franchi un pas historique en lançant sa première opération militaire entièrement autonome, sous commandement français, à Bunia, en République démocratique du Congo. Cette opération a été couronnée de succès, même si elle était limitée dans l'espace. Les soldats européens ont par la suite laissé la place à un contingent de Casques bleus de l'ONU.

L'adoption de la Constitution européenne représente une étape supplémentaire pour l'Europe de la défense. La loi fondamentale de l'Union devrait autoriser un nombre restreint de pays, désireux d'avancer plus vite que les autres, à mettre sur pied des « coopérations structurées » pour renforcer leur sécurité. Une agence de l'armement va être créée, prélude à un renforcement des capacités militaires de l'Union et à une rationalisation de son industrie d'armement, car l'influence est aussi une question de

capacités. Petit à petit, l'Union acquiert un rôle diplomatique à la mesure de son poids économique. C'est essentiel pour défendre les intérêts européens dans le monde. L'« Europe puissance » prend forme.

5.2. L'envol diplomatique

L'envol diplomatique de l'Union européenne ?

La disparition de la menace soviétique, laquelle avait joué comme un des leviers de la construction européenne, conduisit la Communauté, forte de ses succès économiques, à chercher à prendre un envol diplomatique, à vouloir peser davantage dans les affaires du monde. Les traités de Maastricht, puis d'Amsterdam marquent cette volonté de mettre en place une politique étrangère et de sécurité commune. Cette phase (les années 1990) fut pourtant moins fructueuse que la précédente. Les difficultés économiques et monétaires, nées notamment de la réunification allemande, portèrent des coups à la croissance et à l'emploi. L'opinion, trop longtemps ignorée, commença à manifester des réserves à l'égard d'un cheminement jugé trop technocratique. En témoignèrent l'échec du référendum pour la ratification du traité de Maastricht au Danemark et le timide succès du même exercice en France.

Malgré l'éclatante réussite que représentent l'entrée en vigueur de l'euro et le bon fonctionnement de la Banque centrale européenne (BCE), chargée de la politique monétaire des douze pays partageant la monnaie commune, c'est une Union épuisée, incapable de se renouveler, qui se retrouva au Conseil européen de Nice en décembre 2000. Un an plus tôt, l'élargissement avait été décidé de façon quasi irréversible. Il fallait donc d'urgence réagir afin tout à la fois de ne pas compromettre l'acquis et de jeter les bases de nouvelles coopérations fécondes. Ce fut la mission de la Convention sur l'avenir de l'Europe qui réunit, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, les représentants des gouvernements, de la Commission, des parlements nationaux et du Parlement européen. Du fait de la composition de la Convention, les réformes institutionnelles contenues dans ce projet soumis ensuite à l'aval des gouvernements bénéficient d'une légitimité exceptionnelle.

La suite de l'histoire n'en constitue pas moins un défi. L'Europe devra trouver de manière pragmatique les nouvelles voies lui permettant d'agir avec efficacité. La cassure provoquée par la guerre en Irak a révélé la persistance de divergences. Cependant, en dépit de cette crise, le désir d'œuvrer ensemble semble l'emporter, comme en témoigne la dynamique de rapprochement engagée avec vigueur au cours du second semestre 2003 par le président français Jacques Chirac, le chancelier allemand *Gerhard*

Schröder et le Premier ministre britannique *Tony Blair*. L'idée d'une Europe maîtresse de son destin, plus autonome, exerce apparemment, au-delà des soubresauts, une force d'attraction toujours plus grande.

PARTIE 6. POLITIQUE SOCIALE

6.1. La Communauté des citoyens

La communauté des citoyens est devenue un objectif politique déclaré dans le courant des années 70. Il ne cesse pas d'être réaffirmé et, surtout, il se traduit progressivement dans les faits.

Les citoyens disposent de la libre circulation à l'intérieur de l'Union européenne, et peuvent exercer leurs professions dans tous les Etats membres.

Les citoyens sont impliqués à titres des salariés, d'agriculteurs, de membres de professions libres ou d'entrepreneurs, de consommateurs dans les politiques communautaires. C'est pour eux que l'UE est réalisée

Progressivement, les citoyens comprennent qu'ils n'appartiennent pas seulement à une région ou à un Etat, mais aussi à l'ensemble plus vaste de l'UE. A l'intérieur de cette Union, les efforts tendent vers des standards plus élevés : en matière de revenus, de promotion sociale, de protection de l'environnement et de protection du consommateur.

Le marché unique de l'UE élargit le choix du citoyen. L'automobiliste français peut s'assurer auprès d'une compagnie allemande, le professeur anglais peut enseigner en Italie, le fournisseur néerlandais participe sans restrictions aux adjudications locales espagnoles. L'épargnant peut transférer ses épargnes à l'intérieur de l'UE, et l'investisseur peut acquérir une part de capital d'une société anonyme d'un Etat member.

Les frontières physiques, fiscales et techniques sont tombées les unes après les autres, au bénéfice du citoyen européen. La solidarité entre les régions les plus riches et les plus démunies joue en faveur d'un grand nombre de citoyens. Elever leur niveau de la vie, c'est leur permettre de profiter pleinement des avantages du grand marché. L'UE touche directement le cadre de la vie du citoyen, en s'attaquant aux défis concrets de la société: la protection de l'environnement, la sécurité dans les transports, l'accès à la culture, la lutte contre les drogues, le cancer, le sida.

Les efforts de recherche et de développement, financés et menés en niveau européen, assurent un avenir aux chercheurs et maintiennent l'UE à une bonne place dans le monde, au bénéfice de ses citoyens.

La formation professionnelle, initiale et continue, la mobilité des étudiants

et des professeurs à travers l'Europe, la reconnaissance des études effectuées dans un autre pays, la coopération transnationale entre l'enseignement supérieur et les entreprises ainsi que l'apprentissage des langues sont autant des projets menés par l'UE – encore insuffisamment, cependant – en faveur des jeunes citoyens.

La télévision sans frontières ouvre de nouveaux horizons, encourage les coproductions, promet les techniques nouvelles, cela au bénéfice des téléspectateurs, pour une culture plus large et meilleure du citoyen, faut-il l'espérer.

L'UE a toujours prôné l'idée que ses ressortissants devaient être libres de choisir le lieu où ils souhaitent vivre et travailler. Cette liberté est maintenant une réalité. Il est peu probable que cette faculté provoque des mouvements de population importants de certains Etats membres vers d'autres. En effet, l'expérience montre que les réactions ont été très faibles lorsque certaines restrictions concernant la mobilité des travailleurs ont été supprimées dans le passé.

Il était déjà possible à la plupart des travailleurs et à leur famille d'émigrer vers un autre pays de l'UE, dans la mesure où ils pouvaient y trouver un emploi pendant un certain temps. Ce droit a été étendu à d'autres personnes grâce à la reconnaissance réciproque par les gouvernements de l'UE des diplômes universitaires et d'autres qualifications professionnelles.

La mobilité des personnes, c'est-à-dire leur capacité et leur volonté d'aller exercer leur savoir-faire dans un autre Etat membre, doit être considérée comme un atout précieux pour une économie européenne véritablement concurrentielle. Le programme du marché unique a étendu la liberté de choix du lieu de résidence aux personnes ne travaillant pas, comme les étudiants et les retraités. Ils peuvent, eux aussi, vivre où bon il leur semble (prendre sa retraite au soleil de la Méditerranée est une chose matériellement possible) à condition de prouver qu'ils perçoivent un revenu suffisant de leur pays d'origine ou d'une autre source pour ne pas devenir une charge financière pour le pays d'accueil. Dans un contexte plus général, l'UE encourage la mobilité des étudiants et l'étude des langues étrangères par des programmes tels qu'Erasmus (mobilité des étudiants), Comett (éducation et technologie) et Lingua (promotion des langues étrangères).

6.2. Charte de l'utilisateur

Charte de l'utilisateur pour les paiements transfrontaliers.

Dans le marché unique, les paiements d'un pays vers l'autre, dans une

monnaie vers une autre, doivent être aussi rapides qu'à l'intérieur d'un Etat membre et pas plus coûteux. C'est la raison pour laquelle la Commission européenne a cherché la collaboration avec les banques. Elle a préféré cette méthode pragmatique à la voie du règlement ou de la directive et la Commission européenne a proposé une « charte des utilisateurs », dont voici le texte :

« Pour tous les paiements transfrontaliers à l'intérieur de l'UE, l'utilisateur devrait avoir droit au meilleur service possible. En détail :

- la banque doit informer l'utilisateur des services de paiement disponibles les plus appropriés ;
- l'information la plus complète concernant le coût total d'un paiement doit être donnée à l'utilisateur ;
- l'utilisateur doit avoir l'option de payer la totalité des frais, afin que le bénéficiaire reçoive le montant intégral du paiement ;
- les paiements transfrontaliers doivent être accélérés. L'objectif est d'arriver à des délais d'exécution et à une fiabilité équivalant à ceux pour les paiements intérieurs, avant la troisième étape de l'UEM ;
- l'utilisateur devrait pouvoir recourir à des procédures de traitement de plaintes équivalant au moins à celles existant pour les paiements intérieurs ».

Pour sa part, le secteur bancaire a élaboré des orientations un peu moins contraignantes. Une solution dans l'intérêt des clients devra être trouvée. Les paiements transfrontaliers sont en effet en rapide expansion et sont bien développés dans le marché unique.

6.3. Services de télécommunications et d'information

Ces services sont au coeur de la société postindustrielle. Ce sont des secteurs économiques vitaux, qui contribuent considérablement à la production et à l'emploi dans l'UE. De plus, ils jouent un rôle déterminant dans les structures économiques européennes. Des services de télécommunications et d'information efficaces et de haute qualité constituent des outils de travail essentiels pour de nombreux autres secteurs économiques, des banques aux transports, en passant par l'industrie manufacturière.

L'ouverture des marchés nationaux aux services de télécommunications et d'information est une partie intégrante du marché unique. Les pratiques monopolistiques nationales concernant la fourniture de matériel et la prestation de services de télécommunications ont progressivement disparu. En ce qui concerne le matériel, ces pratiques ont cessé en 1988. Les marchés nationaux ont été ouverts en 1990 à tous les services de télécommunications, sauf aux services téléphoniques de base qui sont la partie la plus importante du secteur.

En vertu d'un accord passé entre les gouvernements de l'UE en 1993, la suppression des monopoles nationaux concernant la téléphonie à fréquence vocale, la libéralisation de ces services a pris cours en 1998 dans la plupart des Etats membres, les pays moins prospères disposaient d'un délai supplémentaire de cinq ans pour apporter les améliorations nécessaires à leurs services.

Une des conséquences de l'abolition des monopoles nationaux en matière de téléphonie a été l'introduction de la concurrence dans ce secteur afin de réduire les prix, surtout pour ce qui est des communications entre pays de l'UE car un appel téléphonique entre deux endroits distants de 300 km, par exemple, mais situé dans deux pays différents, pouvaient coûter quatre fois plus cher que le même appel sur une distance égale à l'intérieur d'un même Etat membre.

6.4. Transport

A l'instar de télécommunications, le secteur de transport rend un service vital à de nombreux secteurs de l'économie communautaire. Il représente plus de 7% du PNB de l'UE. Les transports par route, par air, par rail et par mer sont déjà libéralisés mais leur progression était inégale d'un mode de transport à l'autre.

Dans le domaine routier, la principale étape a été franchie le 1^{er} janvier 1993, avec la suppression de toutes les restrictions quantitatives imposées par les autorités nationales aux entreprises de transport originaires d'autres pays de l'UE. Ces restrictions limitaient le nombre des licences pouvant être accordées à des camions étrangers en vue du trafic international. Les propositions visant à ouvrir aux camions étrangers l'accès aux marchés nationaux pour le trafic intérieur ont été adoptées plus tard tandis que des droits limités pour ce type de transport, appelé "cabotage", ont été accordés en 1990 et appliqués à titre provisoire.

Dans le domaine aérien, plusieurs trains de mesures ont été adoptés en vue de libéraliser ce secteur autrefois extrêmement cartellisé. Le plus important a été le « troisième paquet aérien », qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1993. Ce paquet a un triple effet :

- il crée un système du type passeport unique en matière de règles d'agrément et de sécurité. Un transporteur agréé dans un Etat membre peut offrir ses services dans toute l'UE ;
- les compagnies aériennes ont le droit de circuler entre deux Etats membres quelconques et de transporter, sur toute partie reliant deux points situés dans un même Etat membre, des passagers du dit Etat. La libéralisation complète des vols intérieurs, qui permet, par exemple, à une compagnie

française ou allemande de relier deux villes britanniques, est possible à partir de 1997 ;

- les compagnies aériennes sont libres de fixer leurs propres tarifs pour autant que leurs prix ne deviennent pas prédateurs.

Certaines compagnies aériennes estiment que le troisième paquet aérien a fait baisser les tarifs de 25% à court ou à moyen terme. Plusieurs d'entre elles ont immédiatement tiré profit de la libéralisation en appliquant des tarifs promotionnels.

6.5. Autres domaines de la politique de L'UE

Il s'agit de :

- *La politique régionale.*

L'objectif que s'est fixé l'Union de promouvoir le progrès social est illustré par son engagement envers la réduction des disparités régionales de l'Union. Les revenus dans les régions les plus riches sont quatre fois supérieurs à ceux des régions les plus pauvres. L'objectif de réduction de ces importantes fait donc partie intégrante des traités fondateurs eux-mêmes. Les fonds structurels sont l'instrument principalement utilisé pour assurer les habitants des régions défavorisées jouissent d'un niveau de vie acceptable. En 1996, 33,7% des dépenses financières totales de l'Union ont été affectées à des projets régionaux et sociaux, pourcentage qui va croissant chaque année.

- *L'agriculture.*

La politique agricole commune (PAC) est peut-être la politique de l'Union la mieux connue. Étant devenue la victime de son propre succès, elle a fait l'objet d'une réforme radicale en 1992, visant à pénaliser la surproduction et à faire passer au premier plan des activités agricoles telles que la préservation de la campagne et la protection de l'environnement. La culture extensive et l'agriculture écologique – qui supposent un niveau de production inférieur en termes de quantité, mais supérieur en qualité – sont tout particulièrement encouragées.

- *L'environnement.*

La protection de l'environnement est sans doute le secteur de la politique de l'Union dans lequel la nécessité de définir des politiques communes est la plus manifeste. La pollution ne connaît pas de frontières nationales. L'Union a choisi d'anticiper plutôt que de réagir. En d'autres termes, des programmes ont été mis en place afin de prévenir la dégradation de l'environnement plutôt que d'y remédier. L'accent est mis sur la durabilité. Par exemple, l'UE a entrepris d'interdire, d'ici à 1997, la production et la consommation de CFC (les chlorofluorocarbones, qui

contribuent à la réduction de la couche d'ozone protégeant la terre des radiations ultraviolettes qui sont une cause possible des maladies de la peau). Aujourd'hui, la production de CFC ne représente que 45% de ce qu'elle était en 1988, et les CFC émis par les propulseurs (la catégorie de polluants la plus dangereuse) est tombée à 10% de son niveau de 1987.

- *Les jeunes.*

L'avenir de l'Europe dépend de ses jeunes. C'est pourquoi l'UE a mis en place divers programmes éducatifs et de formation permettant d'aider les jeunes à développer leur potentiel. Le programme *Socrates* a été lancé pour promouvoir les échanges au niveau de l'enseignement supérieur ainsi que l'apprentissage des langues. Un autre programme, *Leonardo*, vise avant tout à aider les gens à obtenir une formation technique et industrielle et à forger des liens entre l'industrie et l'éducation. Enfin, « jeunesse pour l'Europe » encourage la coopération entre les organisations de jeunes de différents pays.

- *Des fonds d'aide spéciaux.*

Pour faire face à ses responsabilités mondiales et appuyer son action extérieure, l'Union consacre, chaque mois, un milliard d'euros à des projets d'assistance sur les cinq continents. Les programmes *Tacis* (assistance technique à la communauté des Etats indépendants), *Cards* (programme communautaire d'assistance pour la reconstruction, la démocratisation et la stabilisation) et *Meda* (programme de partenariat euro-méditerranéen) figurent parmi les vecteurs de cette aide :

1. *Tacis*. Principal instrument de développement des relations entre l'UE et les Etats issus de l'ex-URSS qui a aidé ces derniers à passer à l'économie de marché, et à renforcer la démocratie et l'Etat de droit.

2. *Cards*. Ce programme est destiné aux pays des Balkans. Son objectif était de favoriser leur reconstruction, et d'aider au retour des réfugiés et déplacés. Il soutient aussi l'économie de marché, la démocratie et les droits de l'Homme.

3. *Meda*. Ce partenariat permet à l'UE d'apporter une aide financière et technique aux pays du sud de la Méditerranée.

QUESTIONS DE CONTRÔLE :

1. Quels sont quatre défis de l'Europe unie d'après Noëlle Lenoir ?
2. Qu'est-ce que le défi institutionnel prévoit ?
3. Qu'est-ce qu'il faut pour que l'élargissement de l'Union européenne réussisse ?
4. Quels sont les principaux enjeux de la négociation du financement de l'UE pour la période 2007–2013 ?
5. Comment faut-il développer la culture commune de l'UE ?
6. Qu'est-ce que la stratégie européenne de sécurité prévoit ?
7. Qu'est-ce qu'il faut faire pour rapprocher les peuples au sein de l'Union ?
8. Combien de pays forment l'Union européenne ?
9. Quels pays sont les fondateurs de l'Union européenne ?
10. Quels territoires extra-européens y a-t-il à l'UE ?
11. Combien de régions ultrapériphériques (RUP) l'Union européenne, possède-t-elle ?
12. Quelle région a un statut dérogatoire ? Où se trouve-t-elle ?
13. Quelles régions à status spécifiques existe-t-il sur l'île de Chypre ?
14. Quels pays de l'UE possèdent des RUP et des territoires autonomes hors de l'Union européenne ?
15. Quelle régionalisation existe au sein de l'Union ?
16. Combien d'ensembles transnationaux et transfrontaliers au sein de l'UE peut-on détacher ? Lesquels ?
17. Combien de métropoles et d'aires urbaines y a-t-il à l'UE ?
18. Quelles villes européennes sont les plus grandes ?
19. Comment est le drapeau européen ?
20. Le drapeau européen, quand a-t-il été adopté ?
21. Qui est le dessinateur du drapeau ?
22. Qu'est-ce qui est devenu l'hymne européen ? En arrangement de qui ?
23. Quelle date est la journée de l'Europe ?
24. Quelle expression latine est proclamée devise officielle de l'Union ?
25. Qu'est-ce que cette expression signifie ?
26. Quand a-t-on signé le Traité de Bruxelles ?
27. Qu'est-ce que le Traité de Bruxelles prévoyait ?
28. Quels pays ont signé ce Traité ?
29. Quand a-t-on signé le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) ?
30. Quels pays ont signé ce traité ?
31. Quand ce traité a-t-il expiré ?

32. Où et quand a-t-on signé le traité instituant la Communauté européenne de défense (CED) ?

33. Pourquoi la CED a-t-elle été créée ?

34. La Communauté économique européenne, quand a-t-elle été créée ?

35. Quel Traité a institué le Marché commun ?

36. Quel traité a prévu la création de la Commission européenne et du Conseil européen ?

37. Qu'est-ce que l'Acte unique européen avait pour but ?

38. Quand l'Acte unique européen a-t-il été signé ? Par quels pays ?

39. Qu'est-ce qui a pris la suite du Marché commun ? Quel traité a marqué cela ?

40. Sur quels piliers la politique européenne repose-t-elle à présent ?

41. Quels changements le traité de Maastricht a-t-il provoqué ?

42. Qu'est-ce que le traité d'Amsterdam affirme ?

43. Quels sont les buts du traité de Nice ?

44. Quand a-t-on adoptée la charte des droits fondamentaux ?

45. Qu'est-ce que c'est que le Livre blanc ?

46. Qu'est-ce que le programme du marché unique a consolidé ?

47. Quand l'harmonisation au niveau communautaire est-elle devenue possible ?

48. Qu'est-ce que l'équivalence du niveau d'éducation au sein des Quinze a donné ?

49. Quelles sont les étapes essentielles de l'Union européenne ?

50. Quels pays n'ont pas adopté l'euro pour aujourd'hui ?

51. L'Union monétaire européenne, quand est-elle née ?

52. Quand l'euro est-il entré en circulation ?

53. L'Union européenne, de quelles institutions et organisations administratives est-elle dotée ?

54. Par qui le Conseil de l'Union européenne et le Conseil européen sont-ils présidés ?

55. Entre quelles voies la conduite de l'UE a-t-elle hésité ?

56. Qu'est-ce que la voie intergouvernementale de la conduite impose ?

57. Qu'est-ce que la voie fédérale prévoit ?

58. Comment est le mode du contrôle de l'Union ?

59. Comment est le mode de gestion de l'Union ?

60. L'Union européenne, quels principes politiques a-t-elle ?

61. Sur quels principes de liberté l'UE repose-t-elle ?

62. Quels principes guident les processus décisionnels de l'Union européenne depuis le traité UE (1992) ?

63. Qu'est-ce que le Conseil européen fait ?

64. Le Conseil de l'Union européenne, quels pouvoirs a-t-il ?

65. De quels pouvoirs la Commission européenne est-elle dotée ?
66. Où siège le Parlement européen ?
67. Qu'est-ce que le Parlement européen exerce ?
68. Quels organes exercent les fonctions de contrôle ?
69. Où siège la Cour de justice des communautés européennes ?
70. Quels pouvoirs a-t-elle ?
71. Qu'est-ce que la Cour des comptes contrôle ?
72. Qu'est-ce que les organes de consultation comprennent ?
73. Quelle comité est l'organe de consultation et de représentation des collectivités locales et régionales ?
74. Les organes financiers, par quoi sont-ils constitués ?
75. Où siège la Banque centrale européenne (BCE) ?
76. La Banque centrale européenne, quels pouvoirs a-t-elle ?
77. La Banque européenne d'investissement, quels pouvoirs a-t-elle ?
78. Où siège La Banque européenne d'investissement ?
79. De quoi le Fonds européen de développement est-il responsable ?
80. Quels pays ont le poids institutionnel le plus grand ?
81. Combien de votes sont requis pour constituer une majorité qualifiée au Parlement ?
82. L'élargissement de l'Europe, quels avantages a-t-il ?
83. Quelles puissances apportent les parts les plus importants au PIB de l'Union européenne ?
84. Comment sont les parts de l'Allemagne et de la France dans les richesses totales de l'UE ?
85. Qu'est-ce qui est le cœur économique de l'Union ?
86. Est-ce que l'ouest de l'Europe est plus riche que l'est ?
87. Qu'est-ce qui était la monnaie commune de l'UE avant la mise en circulation de l'euro ?
88. L'euro, quels avantages a-t-il ?
89. L'euro, quels difficultés a-t-il ?
90. Le marché unique, pourquoi est-il d'une grande importance pour les citoyens de l'UE ?
91. Les droits au travail et à la retraite sont-ils respectés en UE ?
92. Pourquoi la libéralisation du secteur des services s'est-elle faite beaucoup plus lentement que celles des autres ?
93. Quel secteur de l'économie est l'employeur le plus important de toute l'UE ?
94. La libéralisation des services bancaires et financiers, comment s'est-elle faite ?
95. Qu'est-ce que c'est que le système du « passeport unique » ?
96. Quelles directives ont été appliquées pour libéraliser les secteurs d'assurance et d'investissement ?

97. Combien de directives ont été nécessaires pour supprimer les frontières au sein du marché commun ?

98. Pourquoi existe-t-il un risque de cloisonnement du marché ?

99. Le risque d'application divergente ou de non-application de certaines directives, quand est-il vrai ?

100. Pourquoi ce risque augmente-t-il dans la période d'une récession économique ?

101. Qu'est-ce que c'est que la TVA ?

102. En quoi les procédures de la TVA consistaient-elles à l'époque ?

103. Quand le Conseil des ministres a-t-il pris la décision de modifier les procédures de la TVA ?

104. Qu'est-ce qui a facilité la suppression des contrôles relatifs à la TVA ?

105. Quels changements de la TVA ont eu lieu ?

106. Des règlements techniques, pour quoi étaient-ils nécessaires ?

107. Pourquoi les réglementations et les normes d'usages faisaient-elles obstacle à l'importation de marchandises ?

108. Qu'est-ce que la Commission a fait pour réguler la politique de la concurrence sur le marché unique ?

109. Quel part du PIB est contrôlé par le secteur public ?

110. Quels secteurs avaient été exclus des directives de libéralisation antérieures ?

111. Comment la Communauté a-t-elle tenté de résoudre le problème de la disparité des spécifications ?

112. Qu'est-ce que c'est que la reconnaissance mutuelle ?

113. Quand la reconnaissance mutuelle est-elle indispensable ?

114. Qu'est-ce que le Livre blanc prévoit pour éviter la surréglementation ?

115. Qu'est-ce qui est un succès de la politique extérieure de l'UE ?

116. Quels pays ont initié la réunification de l'Europe en matière de défense ?

117. Pourquoi l'adoption de la Constitution européenne est-elle importante pour la défense de l'Europe ?

118. Valéry Giscard d'Estaing, quelle mission de la Convention a-t-il présidé ?

119. Qu'est-ce qui est devenu un objectif politique de la Communauté dans les années 70 ?

120. Comment le marché unique de l'UE élargit-il le choix du citoyen ?

121. En quoi consiste la liberté de la circulation des citoyens à l'intérieur de l'UE ?

122. Comment l'UE touche-t-elle le cadre de la vie du citoyen ?

123. Le système d'enseignement et de la formation professionnelle, comment a-t-il changé ?

124. Est-ce que les personnes ne travaillant pas sont libres au choix du lieu de résidence ?

125. Les citoyens de l'UE, peuvent-ils émigrer vers un autre pays de l'Union pour y trouver un emploi ?

126. Est-ce qu'il est possible de résider dans un pays et travailler dans un autre ?

127. La Commission européenne, quand a-t-elle proposé une « charte des utilisateurs » ?

128. La « charte des utilisateurs », en quoi consiste-t-elle ?

129. Comment les services de télécommunications et d'information ont-ils changé au sein de l'UE ?

130. Ces services, pourquoi sont-ils tellement importants pour l'Europe ?

131. Quel part du PNB de l'UE est représenté par le secteur de transport ?

132. Quels changements ont eu lieu dans le domaine du transport routier ?

133. Qu'est-ce qu'on a fait pour libéraliser le secteur de transport aérien ?

134. Qu'est-ce que c'est que le « troisième paquet aérien » ?

135. En quoi consiste la politique régionale de l'UE ?

136. Quelle réforme de la politique agricole commune a eu lieu en 1992 ?

137. Qu'est-ce qu'on fait pour la protection de l'environnement à l'UE ?

138. Quels programmes pour les jeunes y a-t-il en Europe unie ?

139. Qu'est-ce que c'est que le programme *Tacis* ?

140. Qu'est-ce que c'est que le programme *Cards* ?

141. Qu'est-ce que c'est que le programme *Meda* ?

СОДЕРЖАНИЕ

Пояснительная записка.....	3
PROLOGUE	4
PARTIE 1. ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE	6
1.1. Symboles	6
1.2. Régions ultrapériphériques	8
1.3. Territoires autonomes.....	9
1.4. Principales villes	11
PARTIE 2. HISTOIRE ET EVOLUTIONS	12
2.1. Union de l'Europe occidentale et Communauté européenne du charbon et de l'acier	12
2.2. La Communauté européenne de défense (CED)	13
2.3. Communauté économique européenne (1957–1993).....	13
2.4. Un projet devient réalité.....	14
2.5. Basculement vers l'Union européenne et grands élargissements (1993–2004)	15
2.6. Des solutions simples à des problèmes complexes	16
2.7. Histoire en chiffres	17
PARTIE 3. INSTITUTIONS ET POLITIQUES	18
3.1. L'administration de l'Union	18
3.2. Gouvernement de l'Union Européenne	19
3.3. Principes	20
3.4. Processus de décision.....	20
3.5. En résumé	21
3.6. Statut	22
3.7. Les institutions européennes en détails	22
3.8. Poids institutionnel des 27 Etats membres	25
PARTIE 4. ECONOMIE	26

4.1. L'élargissement : une chance économique pour l'Europe	26
4.2. Un peu de statistiques	27
4.3. Union économique et monétaire	28
4.4. Avantages et inconvénients de l'euro	29
4.5. Marché unique	29
4.6. Les services dans le marché unique	30
4.7. Pour que le marché unique soit un succès.....	32
4.8. Harmonisation de la TVA.....	33
4.9. Normes d'usages.....	34
4.10. La politique de concurrence	35
4.11. Procédures en matière de marchés publics	35
4.12. Reconnaissance mutuelle	36
PARTIE 5. POLITIQUE EXTERIEURE	37
5.1. La naissance de la « Grande Europe »	37
5.2. L'envol diplomatique	38
PARTIE 6. POLITIQUE SOCIALE.....	39
6.1. La Communauté des citoyens	39
6.2. Charte de l'utilisateur.....	40
6.3. Services de télécommunications et d'information	41
6.4. Transport.....	42
6.5. Autres domaines de la politique de L'UE.....	43
Questions de contrôle	45

Учебное издание

ФРАНЦУЗСКИЙ ЯЗЫК

Пособие

**по развитию навыков чтения и устной речи
по теме «Европейский Союз» для студентов
экономических специальностей**

Авторы-составители:

Ларченко Татьяна Владимировна

Кравченко Александр Георгиевич

Редактор Т. Н. Мисюрова

Технический редактор И. А. Козлова

Компьютерная верстка Н. Н. Короедова

Подписано в печать 03.10.11. Бумага типографская № 1.

Формат 60 × 84 ¹/₁₆. Гарнитура Таймс. Ризография.

Усл. печ. л. 3,02. Уч.-изд. л. 3,25. Тираж 80 экз.

Заказ №

Учреждение образования

«Белорусский торгово-экономический университет
потребительской кооперации».

246029, г. Гомель, просп. Октября, 50.

ЛИ № 02330/0494302 от 04.03.2009 г.

Отпечатано в учреждении образования

«Белорусский торгово-экономический университет
потребительской кооперации».

246029, г. Гомель, просп. Октября, 50.

**БЕЛКООПСОЮЗ
УЧРЕЖДЕНИЕ ОБРАЗОВАНИЯ
«БЕЛОРУССКИЙ ТОРГОВО-ЭКОНОМИЧЕСКИЙ
УНИВЕРСИТЕТ ПОТРЕБИТЕЛЬСКОЙ КООПЕРАЦИИ»**

Кафедра иностранных языков

ФРАНЦУЗСКИЙ ЯЗЫК

Пособие

**по развитию навыков чтения и устной речи
по теме «Европейский Союз» для студентов
экономических специальностей**

Гомель 2011